

# Comptes rendus. Israël/Palestine

**Henry Laurens** *La question de Palestine, t. 2, 1922-1947. Une mission sacrée de civilisation*, Paris, Fayard, 2002, 703 p.

Cet ouvrage s'attache, essentiellement à partir d'un travail sur les archives diplomatiques françaises et britanniques, à une analyse des enjeux de la question de Palestine sous le mandat britannique. La rivalité entre le nationalisme juif et le nationalisme arabe et palestinien, qui se renforcent à cette période, est étudiée à l'aune de l'histoire internationale, celle des empires coloniaux, de la montée du nazisme et de la Seconde Guerre mondiale. Un des multiples intérêts de l'ouvrage réside dans cette reconstruction des dynamiques entre histoires locale et internationale, qui font l'exceptionnalité de la question de Palestine articulée autour de l'idée de Terre sainte dont l'invention au XIXe siècle a été retracée dans le premier tome[1] [1] La question de Palestine, t. 1, 1799-1921. L'invention... [suite](#). Cette singularité a justifié le rôle central joué par la politique internationale dans son devenir et dans celui de ses habitants.

2 La charte du mandat britannique, qui pose en 1922 les termes de la double promesse faite aux Arabes et aux sionistes, porte en elle ses propres contradictions et échecs. Elle fait de la gestion coloniale britannique une exception, quand elle se voit dans l'incapacité de mettre en place des institutions politiques représentant les habitants et de promouvoir le *selfgovernment* qui fait sa spécificité dans toutes ses autres colonies. Les Arabes refusent tout d'abord les propositions institutionnelles du premier haut commissaire, Sir Herbert Samuel, eux qui sont principalement préoccupés par l'abrogation de la charte qui avalise la déclaration Balfour. Par la suite, le conflit constant entre les nationalistes arabes et les sionistes se focalise sur la question de la représentativité de ces institutions, les sionistes refusant d'être minoritaires et demandant une parité politique en dépit de leur infériorité démographique. Pendant un temps, le développement socio-économique devient le moyen illusoire de pallier l'échec des négociations politiques.

3 Dans les années 1930, s'affirment à la fois le nationalisme arabe moderne et le particularisme palestinien contre l'impérialisme et la colonisation. Les nationalistes s'organisent en partis. Parallèlement, les sionistes font valoir l'idée qu'ils partagent avec l'autorité mandataire la défense des valeurs de la civilisation européenne en Palestine. Les deux communautés entrent dans une phase d'affrontement. Les années 1930 voient l'histoire s'accélérer quand la catastrophe européenne de la Seconde Guerre mondiale influe lourdement sur la situation en Palestine. L'immigration juive s'accroît lorsque monte la répression antisémite en Allemagne. Un accord de transfert des biens et des personnes est conclu entre l'Allemagne nazie et les sionistes. La crainte suscitée par l'ampleur des projets sionistes en Palestine, la hausse de l'immigration et des transferts fonciers, et le refus de la puissance mandataire d'accéder aux demandes de représentation politique de la population arabe par le biais d'une assemblée législative, le Haut Comité arabe, qui réunisse les chefs des différents partis nationalistes et les comités locaux créés spontanément, déclenchent une période de révolte qui secoue le pays entre 1936 et 1939, pendant laquelle s'unissent paysans et représentants des élites citadines. La commission royale Peel, envoyée après les violences de 1936, élabore le premier plan de partage. La révolte arabe s'intensifie. La révolte, les effets de la guerre en Europe et la volonté de ne pas favoriser le soutien des Arabes aux puissances de l'Axe déterminent l'adoption du Livre Blanc de 1939 qui limite pour la première fois l'immigration juive, les transferts fonciers, et s'engage sur la constitution d'un organe représentatif en commençant par la désignation de hauts fonctionnaires arabes.

4 L'auteur montre comment les logiques politiques sont à l'oeuvre dans ce moment de retournement de la politique mandataire vis-à-vis des sionistes et comment la tragédie est contenue dans les choix politiques des puissances internationales. Les possibilités de fuir les persécutions de l'Allemagne nazie et de l'Europe orientale par l'immigration en Palestine ou dans les démocraties occidentales s'amenuisent en effet, celles-ci ayant adopté des mesures restrictives qui s'intensifient avec le début de la guerre. Parallèlement, la direction sioniste n'adopte pas l'idée d'un compromis de type humanitaire à même de favoriser l'immigration en Palestine en échange de l'abandon du programme politique du sionisme. Au contraire, ce programme devient une priorité défendue avec d'autant plus de force. Face au recul de la puissance mandataire, les sionistes se tournent vers les États-Unis. Sur le terrain, les groupes extrémistes (l'Irgoun et Stern) se lancent dans des attentats et des actes violents, quand la Haganah privilégie l'immigration clandestine. Les sionistes entrent alors en conflit avec l'autorité mandataire. Le bilan politique de cette période est accablant pour les Britanniques qui ont été sourds au drame des Juifs en Europe et n'ont pas appliqué les dispositions institutionnelles du Livre Blanc de 1939. Après la guerre, l'ampleur de la Shoah et les choix politiques américains aboutissent à un nouveau revirement de la situation en Palestine. Le plan de partage redevient la solution préconisée. La puissance mandataire, confrontée à son échec et refusant de participer à un règlement politique contraire au souhait de la plupart des habitants de la Palestine, se retire et laisse cette question entre les mains de l'ONU qui adopte, en novembre 1947, le plan de partage de la Palestine.

5 On ne peut que souscrire au point de vue de l'auteur qui fait de cette période mandataire le terreau du conflit israélo-palestinien à venir. Le foyer national juif voit le passage à l'État comme une nécessité vitale pour la poursuite de la colonisation de peuplements dans la mesure où l'acquisition de terres reste infime à la fin du mandat (largement en dessous de 10 %) et est freinée par l'expansion de l'agriculture arabe. Pour les Arabes palestiniens, ces années voient le mouvement national transformer une identité culturelle et locale en une identité politique palestinienne dotée d'une dimension géographique étendue à toute la Palestine à partir de Jérusalem. Elle est enracinée de surcroît dans une base sociale large qui s'oppose à leur non-reconnaissance en tant que peuple, implicitement contenue dans la déclaration Balfour et partagée par les sionistes.

6 Récusant une tendance de l'histoire contemporaine à la politisation, l'auteur énonce le parti pris de donner aux faits historiques toute leur place dans une histoire narrative où, dans l'établissement minutieux des significations des multiples événements, la démonstration ne saurait supplanter le raisonnement contenu dans l'établissement minutieux des significations des multiples événements. Cette méfiance à l'égard des systèmes explicatifs se double d'une réticence envers le maniement des concepts, et surtout les concepts politiques appliqués à la région. Ce parti pris est utile alors que l'historiographie sur cette question a participé et participe encore de constructions idéologiques, sous couvert de perspectives analytiques, mais égare de temps à autre le lecteur dans le dédale des faits.

## 7 STÉPHANIE LATTE ABDALLAH

**Ilan Pappé *A history of modern Palestine. One land two peoples*, Cambridge, Cambridge University Press, 2004, 333 p.**

8 Ilan Pappé fait partie d'un groupe d'une dizaine de chercheurs israéliens qui, depuis la seconde moitié des années 1980, s'attachent – avec raison – à remettre en question l'historiographie israélienne traditionnelle[1] [1] Pour une présentation des thèses des nouveaux historiens... [suite](#). Ces chercheurs, qui se sont intitulés eux-mêmes « nouveaux historiens » (bien qu'ils n'aient rien à voir avec la Nouvelle histoire), ont violemment critiqué l'approche de tous leurs compatriotes qui se sont penchés avant eux sur l'histoire du conflit israélo-palestinien : ces derniers auraient fait de « l'histoire idéologique » en menant leurs travaux d'un point de vue purement sioniste. Selon eux, les chercheurs des diverses universités israéliennes, même les plus connus, auraient agi « pour la cause », soumis leurs critères professionnels à leur engagement politique, et analysé l'histoire du conflit d'après le schéma explicatif et les intérêts du mouvement sioniste. Cette approche se serait traduite dans l'orientation et les conclusions des ouvrages parus jusqu'alors sur Israël et la Palestine par la

justification globale des actes du mouvement sioniste, la présentation de la cause d'Israël comme fondamentalement juste, le dénigrement de l'ennemi arabe et le déni d'existence des Palestiniens, le récit héroïque de la guerre d'indépendance et le passage sous silence de ses épisodes les moins glorieux, etc.

9 Les « nouveaux historiens », dont le chef de file incontesté est Benny Morris, auteur de l'ouvrage fondateur *The birth of the Palestinian refugee problem*[2] [2] BENNY MORRIS, *The birth of the Palestinian refugee problem*,...

[suite](#), entendaient « libérer » l'historiographie des contraintes de l'idéologie dominante et remettre les pendules à l'heure. Leur dénominateur commun était d'insister sur la centralité de la guerre de 1948, au cours de laquelle, contrairement au récit sioniste officiel, des actes de cruauté et des massacres avaient été commis : non seulement les Palestiniens ne s'étaient pas « enfuis » à l'appel de leurs dirigeants; bien au contraire, ils avaient été intimidés par les actions violentes des forces juives avant d'être expulsés. Mais, en dépit de ce dénominateur révisionniste commun – la mise en cause de l'historiographie officielle –, les « nouveaux historiens » ne constituent pas une école, car ils divergent sur un point à mon sens essentiel, à savoir : l'arrivée de Juifs en terre de Palestine à la fin du XIXe siècle, suivie de vagues d'immigration successives, leur implantation sur ce territoire et la création de l'État d'Israël en 1948 étaient-elles justifiées ou non ? En d'autres termes, les Juifs avaient-ils une quelconque légitimité (historique, religieuse, culturelle ou autre) à s'établir sur cette terre, ou l'ont-ils « volée » à ses habitants originels ? C'est là que les « nouveaux historiens » se divisent très nettement en deux groupes. D'un côté, ceux qui répondent positivement à la question de la légitimité de l'État d'Israël, et qui restent en fait sionistes, même s'ils sont extrêmement critiques devant les politiques du Yichouv juif de Palestine, des chefs de guerre de 1948, puis des dirigeants de l'État d'Israël. Benny Morris ou Zeev Sternhell (auteur de l'ouvrage critique *Aux origines d'Israël*[3] [3] ZEEV STERNHELL, *Aux origines d'Israël : entre nationalisme...*

[suite](#) ) représentent bien cette tendance. De l'autre côté, il y a ces chercheurs qui, tels Ilan Pappé ou Gershon Shafir, considèrent l'immigration sioniste comme un acte de colonialisme, absolument semblable aux autres colonialismes de la fin du XIXe siècle : des colons, venus d'Europe, s'installent dans un pays qu'ils convoitent pour diverses raisons et avec lequel ils n'ont pas de lien réel, le peuplent en s'emparant des terres, exploitent les ressources naturelles et la population indigène et, lorsque celle-ci se révolte, la forcent à se soumettre ou à partir. Bien entendu, les tenants de cette thèse font nécessairement commencer l'histoire du conflit en 1881, avec l'arrivée des premiers « colons sionistes » envoyés par la société Hibbat Zion. À titre d'exemple, voici comment I. Pappé aborde pour la première fois le rapport des Juifs à cette terre (p. 35) : « Les premiers sionistes sont arrivés à peu près en même temps que les missionnaires. Le sionisme était un phénomène européen, et c'est ainsi qu'il partageait le mépris des autres occidentaux à l'égard de la population locale. Il adopta aussi une attitude méfiante à l'égard des gouvernants ottomans, et préféra s'appuyer sur la bonne volonté des pouvoirs coloniaux européens. Comme les autres colonisateurs, les sionistes se sont emparés d'un territoire pour créer un havre pour les Juifs persécutés d'Europe. Le sionisme a débuté comme un mouvement national européen, mais s'est transformé en un mouvement colonialiste lorsque ses leaders décidèrent de mettre en pratique leur vision d'une renaissance nationale juive en terre de Palestine. »

10 On peut considérer comme ambiguë cette façon de faire commencer le lien des Juifs avec la terre qu'ils appellent, dans tous leurs textes sacrés et sources de référence, la Terre d'Israël, avec l'arrivée des premiers immigrants à la fin du XIXe siècle. Les Juifs n'avaient-ils pas un lien ancien avec cette terre ? N'a-t-elle pas constitué le berceau de la civilisation et de la religion juive ? Si l'on fait abstraction de tout le passé juif, on ne voit vraiment pas pourquoi les Juifs se sont tournés vers cette terre et sont venus s'y installer. Pourquoi la reconnaissance des droits légitimes du peuple palestinien, qui habitait là lorsque les sionistes sont arrivés, priverait-elle l'historien du devoir de reconnaître que les Juifs, eux aussi, avaient un lien avec cette terre et n'y sont pas venus comme de purs colonialistes en quête d'un territoire à exploiter ?

11 La sincérité de I. Pappé n'est pas en cause. *A history of modern Palestine*, sans apporter de nouveauté, constitue une bonne synthèse des travaux publiés sur le conflit et constitue un outil que

d'aucuns jugeront utile. Mais loin d'adopter une attitude critique à l'égard des deux discours idéologiques et tronqués, sioniste et palestinien, I. Pappé suit entièrement le second. Son histoire de la Palestine rappelle étrangement les *Figures du peuple palestinien* d'Elias Sanbar : c'est le même récit. Heureux d'être débarrassé de l'image d'Épinal du sionisme officiel, le lecteur tombe dans le discours palestinien officiel, tout aussi idéologique. Là où les historiens sionistes voyaient des « glorieux combattants de la guerre d'Indépendance », I. Pappé parle d'« ethnic cleansing » et d'« uprooting ». Là où les historiens sionistes nous racontaient que les Juifs avaient tout fait pour convaincre les Palestiniens de rester sur place, dans leurs villes et leurs villages, I. Pappé envisage un grand plan sioniste, calculé et organisé, pour faire fuir les autochtones. Refermant ce livre, on se dit qu'il est vraiment difficile de raison garder quand on traite d'Israël/Palestine. Pourquoi donc l'historien sérieux n'adopterait-il pas une position critique vis-à-vis des deux récits idéologiques, en s'en tenant simplement... aux faits ?

12 ILAN GREILSAMMER

**Nadine Méouchy et Peter Sluglett (éds) *The British and French mandates in comparative perspectives – Les mandats français et anglais dans une perspective comparative (Actes du colloque d'Aix-en-Provence, janvier-février 2002)*, Leyde-Boston, E. J. Brill, 2004, 750 p.**

13 Cet épais volume est l'aboutissement d'un projet ambitieux et pionnier : analyser la forme du mandat au Proche-Orient à rebours du cloisonnement des historiographies nationales. Poursuivant un programme initialement consacré aux mandats français de la Syrie et du Liban, les auteurs s'interrogent sur les modalités de domination, les effets de morcellement et les recompositions d'un espace jusque-là intégré dans l'Empire ottoman. La distribution du pouvoir en « États westphaliens » et les objectifs différenciés de chacun des mandats ont produit des situations de conflit dont l'actualité a affecté la composition de l'équipe rédactionnelle : les « limites imposées par les sensibilités politiques locales » (p. 22) créent des polarités géographiques qui laissent certains pays dans une relative obscurité, indépendamment de l'activité de la recherche historique qui s'y développe. Aucun chercheur israélien, ni irakien ou jordanien, n'a participé à ce volume. L'émirat de Transjordanie n'est abordé que dans la contribution de Michael Fischbach. À ces réserves près, l'ouvrage propose des problématiques intéressantes et des analyses éclairantes tant sur les développements historiques au sein du nouveau cadre national, que sur les carrières et les mouvements transnationaux.

14 En dépit du découpage de l'ouvrage, qui semble distinguer une histoire par en haut, étatique et élitare, et une histoire par en bas, le pluralisme méthodologique est revendiqué dès l'introduction générale de Nadine Méouchy et Peter Sluglett (p. 2); l'éventail méthodologique est large, bien qu'il manifeste en définitive les idiosyncrasies et les traditions nationales de la production historique.

15 Après une mise en contexte et un exposé programmatique en introduction, Pierre Fournié et François-Xavier Trégan pour la Syrie et le Liban, et P. Sluglett pour les mandats britanniques examinent les principaux fonds d'archives en étayant leur descriptif d'un historique des dispersions, destructions et pertes constatées. On est pourtant saisi d'embarras en constatant que les auteurs s'en tiennent aux sources occidentales; et ce, malgré l'utilisation, ailleurs dans ce même volume, de sources locales. La présentation de Youssef Takla sur le *corpus juris* du mandat au Liban ne compense guère cette impression, en raison du modèle français qui y inspire la constitution du droit mandataire.

16 Dans la deuxième partie, consacrée au programme et à la pratique des mandats, les contributions respectives de P. Sluglett et Toby Dodge, et l'analyse psychologisante de Gérard Khoury illustrent les différences que se font la France et le Royaume-Uni du rôle de puissance mandataire[1] [1] PHILIP S. KHOURY, Syria and the French mandate : The...

[suite](#). Les positions partisans des membres de la Commission des mandats au sujet de la Palestine illustrent une distorsion constante par rapport aux réalités du terrain, qui invite à parler d'idéologie (Roger Heacock); l'incidence du contrôle exercé par la SD N n'est pas uniforme, et varie d'un mandat à l'autre.

17 La « mission sacrée de civilisation », justification internationale du mandat, prend une variété de formes culturelles dans un espace géographique et social constitué. À Beyrouth, Robert Saliba montre des tendances de longue durée plutôt que l’empreinte spécifique du mandat, peut-être mieux visible sur le bâti de Damas, Jérusalem ou Tel-Aviv. L’espace social, qu’il soit perçu par des diplomates (Dominique Trimbur), des médecins (Robert Blecher) ou des scientifiques (Jean Métral, F.-X. Trégan), est construit au moyen de catégories figées, confessionnelles ou ethnographiques, alors que Hegnar Zeitlian Watenpaugh montre au moyen d’outils narratologiques que la muséographie des musées nationaux de Beyrouth et Damas suggère des identités recomposées et distinctes des représentations des nationalistes arabes. Jérôme Bocquet et Randi Deguilhem illustrent en revanche la difficile recherche, dans les diverses écoles françaises qui participent à la colonisation culturelle de la Syrie, d’une compatibilité entre un projet francophone et l’ambition de contribuer à la constitution des élites.

18 L’étude, en troisième partie, des élites mandataires en formation ou en recomposition, illustre à la fois la perméabilité transfrontalière des carrières (Juliette Honvault), les relations complexes entre formation, constitution des élites techniques et carrière (Hayma Zeifa, Élisabeth Longuenesse) et, dans l’intéressante étude de Mounzer Jaber, la réalité fugitive de l’entregent à travers l’analyse statistique et linguistique de la collection de cartes de visites et de recommandation d’un homme politique beyrouthin. Cette partie inclut aussi, de façon assez artificielle, l’histoire économique des mandats : la part des facteurs administratifs (Muhammad Ali El-Saleh) et des intérêts sectoriels (Frank Peter) dans le développement; la portée politique conflictuelle (Abdullah Hanna) ou stabilisante (Michael Fischbach) des régimes de propriété. Dans le cas palestinien, on a affaire à des développements économiques concurrents entre communautés; mais on peut s’étonner que Khayriyyah Kasmieh évoque la mobilisation économique unanime des Arabes palestiniens, alors que l’historiographie nationaliste palestinienne elle-même a abordé depuis plus de trente ans les conflits entre Arabes autour des problèmes de dette.

19 La quatrième partie, consacrée aux stratégies différenciées de mobilisation, discute l’opposition entre résistance et collaboration, et les modèles de développement nationaliste de Benedict Anderson ou d’Eric Hobsbawm. Cette partie, la mieux charpentée et la mieux ciblée, illustre les stratégies différenciées que peuvent susciter la constitution en minorité ou groupe ethnique dans le cas des Kurdes (Nelida Fuccaro), l’organisation des Arméniens après le génocide et leur intégration au dispositif politique français en Syrie (Keith Watenpaugh), les modalités de diffusion et de transformation des mobilisations populaires à Beyrouth (Carla Eddé) ou l’histoire des révoltes de Syrie relue à l’encontre des historiographies nationaliste ou classique du mandat (N. Méouchy, Michael Provence).

20 Au reste, si l’ouvrage présente peu d’erreurs factuelles ou d’imprécisions (p. 27, la date de la prise de Jérusalem en « 1917 »; p. 500, celle de la fondation de la faculté jésuite de médecine de Beyrouth – 1913 au lieu de 1882), il a souffert d’un défaut de relecture : non seulement le titre français de l’ouvrage évoque le « mandat anglais », ce qui n’a pas de sens, mais l’ouvrage comporte de nombreuses coquilles, parfois embarrassantes. Ainsi, le titre de la deuxième partie et les surtitres de l’article de A. Hanna sont tronqués et inintelligibles. Autant de négligence surprend et déçoit de la part d’un éditeur prestigieux (et onéreux) tel que Brill.

21 Dans leurs conclusions, Rashid Khalidi et Dominique Chevallier invitent à relire l’histoire mandataire en élargissant les comparaisons et les perspectives; les ouvertures qu’ils suggèrent, l’un à l’aune de son expérience de Palestinien et l’autre avec en tête l’effondrement du Liban en guerre civile, illustrent la pertinence du mandat comme champ d’étude spécifique, dont l’évocation récente d’un retour aux mandats pour les « États faillis » ne fait que renouveler l’intérêt.

22 PHILIPPE BOURMAUD

**Alain Dieckhoff et Rémy Leveau (dir.) *Israéliens et Palestiniens : la guerre en partage*, Paris, Balland, « Voix et regards », 2003, 314 p.**

23 *Israéliens et Palestiniens : la guerre en partage* est paru au printemps 2003. L'année écoulée depuis ne lui a – hélas ! – pas fait prendre une ride. C'est en effet le portrait lucide de deux peuples happés dans une escalade suicidaire, qui s'est poursuivie et accélérée. Ce livre constitue assurément le plus riche des ouvrages consacrés à la seconde Intifada.

24 Construit en forme de puzzle cohérent, ses dix pièces brossent un tableau d'ensemble du conflit lui-même, des deux sociétés en présence, du rôle des diasporas et – trop rapidement peut-être – des grandes puissances. Quatre contributions frappent en particulier par leur originalité. Sous le titre « Le retour de Massada », A. Dieckhoff dépeint avec la finesse caractéristique de ce chercheur une société israélienne transformée à nouveau en forteresse assiégée par la seconde Intifada, et la violence aveugle des attentats-kamikazes, mais aussi la récession économique et ses conséquences sociales. Ce qui inquiète, c'est moins la remontée de la droite nationaliste que l'érosion de l'acquis des vingt années précédentes, c'est-à-dire l'aspiration majoritaire à une « normalisation dans un environnement pacifié », condition d'une réunification des composantes rivales – ethniques et religieuses – de ce peuple menacé d'implosion. Seules les « attitudes schizophréniques » de ce dernier lui permettent de soutenir le général Ariel Sharon tout en restant persuadé qu'il n'y a pas de solution politique, donc partisan du retrait des territoires occupés, du démantèlement des colonies et prêt à l'avènement d'un État palestinien aux côtés d'Israël.

25 Comme en parallèle, Nadine Picaudou propose une analyse en profondeur de « l'ordre politique palestinien au miroir du soulèvement ». La spécialiste de l'Organisation de libération de la Palestine caractérise tout d'abord la seconde Intifada – au-delà du mécontentement contre la dégénérescence du « processus de paix » – comme une tentative de la jeune garde de dépasser des contradictions à l'oeuvre depuis 1993 : libération nationale et construction de l'État, résistance à l'occupation et collaboration avec l'occupant... Du coup, elle souligne le fossé qui, du temps d'Oslo, s'est creusé entre la population et l'Autorité palestinienne. Voilà qui fonde sa grille de lecture de l'évolution des rapports de force politiques : la percée du Hamas ne s'accompagne pas d'un déclin sensible du Fatah, car le désaveu populaire touche surtout l'Autorité. « Reste que Yasser Arafat [...] demeure le chef historique de la résistance, le père de la nation seul capable d'en maintenir l'unité. »

26 Pénélope Larzillère, quant à elle, présente sans complaisance « le “martyr” palestinien, nouvelle figure d'un nationalisme en échec ». Longtemps propre à la mouvance islamiste, le recours aux attentats-suicides s'est généralisé, et nul n'ignore que leur condamnation par l'Autorité palestinienne n'a pas empêché certains groupes liés au Fatah de choisir, eux aussi, cette forme d'action monstrueuse. Qui plus est, depuis 2001, la majorité des Palestiniens, à en croire les sondages, les approuvent. Distinguant la vision que le Hamas a du *shahid* et celle qu'en ont les groupes laïques, P. Larzillère propose un point commun : sa sacralisation au service du combat national. « Le martyr, écrit-elle, cherche à ressouder la communauté nationale autour de son sacrifice immaculé. » L'étude de la perception qu'en a la population confirme qu'il y est parvenu.

27 C'est Uri Ben-Eliezer qui livre le texte le plus stimulant, consacré au changement de nature de Tsahal, passée du modèle de la « nation en armes » à celui d'armée adaptée aux « guerres post-modernes ». Car le vieux conflit israélo-palestinien s'apparente désormais aux nouveaux conflits dans le monde, à l'heure de la mondialisation à laquelle préside l'hyper-puissance américaine. Le modèle, cher à Ehoud Barak, est « une armée petite et intelligente » : distanciation par rapport à la société, privatisation de la conscription, utilisation de supplétifs, professionnalisation, priorité donnée aux armes de haute technologie, etc. « La situation créée à l'aube du nouveau millénaire, écrit le professeur, conduit aujourd'hui Tsahal à combattre les accords d'Oslo et à étouffer toute tentative de création d'un nouveau Moyen-Orient ». Et tous les moyens sont bons, en collaboration avec « les différents groupes belliqueux de la société, en tout premier lieu les colons ».

28 Cette mutation s'inscrit donc dans une stratégie globale, à laquelle Baruch Kimmerling consacre un autre livre passionnant : *Politicide*[1] [1] BARUCH KIMMERLING, *Politicide*. Les guerres d'Ariel Sharon...



[suite](#). Par ce terme, le grand sociologue définit « un processus qui a pour but ultime la disparition du peuple palestinien en tant qu'entité sociale, politique et économique légitime ». Et de préciser : « Ce processus implique éventuellement (et non pas nécessairement) une purification ethnique partielle ou totale. [...] Une telle politique aura pour conséquence le pourrissement du tissu interne de la société israélienne et sapera les fondements moraux de l'État juif au Moyen-Orient. Selon cette perspective, il en résultera un double politicide : celui de l'entité palestinienne et également, à long terme, celui de l'entité juive. »

29 Cette entreprise a commencé en 1948 et s'est poursuivie en 1967, explique B. Kimmerling, qui revient sur ces deux étapes. Après quoi il s'attache longuement au parcours d'Ariel Sharon, dont il éclaire des pans inconnus ou méconnus de l'opinion européenne. Au-delà des crimes de guerre qui jalonnent sa carrière, ce dernier incarne avec une exceptionnelle cohérence – indépendamment de son adhésion à la gauche ou à la droite – la détermination d'en finir avec le peuple palestinien en tant que peuple. Loin des digressions sur le « pragmatisme » de l'actuel premier ministre, B. Kimmerling ancre l'analyse de sa politique dans un demi-siècle d'histoire.

30 DOMINIQUE VIDAL

**Benny Morris *The birth of the Palestinian refugee problem revisited*, Cambridge, Cambridge University Press, 2004, 642 p.**

31 La première édition de ce livre a été publiée en 1988, précédée de plusieurs articles sur ce sujet. J'avais jadis été le premier à signaler en France[1] [1] « Travaux récents sur l'histoire du conflit israélo-arabe »,...

[suite](#) l'importance de cet événement qui avait non seulement un caractère scientifique mais avait aussi été considéré comme ayant une forte portée politique. L'exode des Palestiniens a en effet une signification essentielle, et toute solution du conflit doit comprendre, outre la question du droit au retour des réfugiés, la nécessité d'aborder cette question douloureuse. Les discussions de Taba en janvier 2001 avaient ainsi abouti, selon le mémorandum de l'ambassadeur européen Miguel Angel Moratinos, à un projet de « narrative » : « La partie israélienne a présenté un projet de narration commune au sujet de la tragédie des réfugiés palestiniens. Elle a été examinée par la partie palestinienne, et des progrès ont été accomplis bien qu'aucun accord n'ait été conclu. »

32 Dès le début des travaux de Benny Morris, les controverses ont fait rage et ont suscité plusieurs ouvrages, en français et en anglais, qui tantôt les commentaient tantôt les réfutaient. Sa carrière universitaire en a été affectée. Lui-même a pris des positions courageuses, comme le refus de servir dans les Territoires pendant la première Intifada, ce qui lui a valu une peine de prison. Il a poursuivi ses recherches et a pu accéder à de nouvelles sources d'informations archivistiques. Le livre actuel représente près du double en volume par rapport à l'édition de 1988.

33 Face aux critiques véhémentes, dès 1988, B. Morris, se référant à ses travaux et à ceux, voisins, d'Avi Shlaim, de Simha Flappan et, dans une moindre mesure, de Tom Seguev, a parlé d'une « nouvelle histoire » d'Israël. Avec Ilan Pappé, qui s'est joint à eux ultérieurement, on a ainsi évoqué le groupe des « nouveaux historiens ». Il faut y ajouter ensuite les travaux d'une sociologie historique critique et comparative. L'ensemble a reçu l'appellation de « post-sionisme », dont le projet politique serait de dépasser le cadre de « l'État juif et démocratique » pour passer à « l'État de tous les citoyens ».

34 Pour B. Morris lui-même, il n'y a pas de « nouveaux historiens » mais des « premiers historiens », car, avant eux, la littérature sur le sujet n'était pas scientifique. Elle était de nature mémorielle et mythologique. On comprend bien que, face à la violence des débats et des contestations ainsi qu'en raison de l'évolution de ses propres interrogations sur le devenir d'Israël, il s'en soit tenu à une stricte exigence de scientificité pour répondre aux attaques qui lui étaient adressées. Loin d'être une « nouvelle histoire » au sens français du terme ou de s'inspirer d'un « post-modernisme » d'origine

franco-américaine, sa méthodologie est rigoureusement classique, voire positiviste, fondée sur le dépouillement minutieux des archives disponibles et le recoupement permanent des informations. Il distingue ainsi plusieurs vagues successives dans l'exode palestinien : la première, celle de la bourgeoisie palestinienne, qui a fui l'extension des violences, à partir de décembre 1947; la seconde, liée à l'effondrement de la société palestinienne sous le coup des offensives sionistes d'avril-juin 1948; les suivantes, à partir de l'été 1948 et à l'issue d'un processus cumulatif où les responsables de l'État d'Israël ont vu l'irréductibilité du conflit et donc la nécessité d'un nettoyage permettant l'homogénéisation ethnique et la sécurité du nouvel État.

35 À aucune de ces étapes, il n'y a eu un plan d'ensemble préétabli, comme le montre l'absence de références dans les archives et le maintien sur place d'un certain nombre de collectivités arabes, alors que d'autres, voisines, ont été expulsées. C'est la guerre qui a produit l'exode, mais cet exode correspond aux finalités du mouvement sioniste, de son projet historique, d'où l'importance de la marge d'initiative laissée aux acteurs sur le terrain d'expulser ou non la population arabe. Dans bien des cas, les gens ont fui « spontanément », même si la présente édition apporte beaucoup d'informations nouvelles sur les diverses violences, exécutions sommaires, viols, pillages. S'il n'y a pas eu de politique concertée et planifiée d'expulsion, il y en a bien eu une qui consista à interdire le retour en détruisant les ressources économiques de la population arabe (destruction des villages, confiscation des terres et des maisons).

36 Voulant isoler l'exode d'une description plus générale de la guerre, l'auteur adopte un plan semi-thématique parfois contestable (ainsi l'enjambement de la date clef du 15 mai 1948, qui voit la création de l'État et la disparition des Britanniques). Mais ce n'est pas le reproche majeur que l'on peut lui faire. Outre la question de l'interprétation historique des événements qu'il n'aborde pas réellement[2] [2] Sur ce sujet, voir HENRY L AURENS, « Palestine, 1948,...

[suite](#), B. Morris n'utilise pas les sources arabes, pourtant nombreuses sur le sujet. N'étant pas arabisant, il en dénie la validité puisque ce ne sont pas des « archives ». Pourtant, dès le milieu des années 1950, le grand livre d'Arif al- Arif, *al-Nakba* (La catastrophe), offre une richesse d'informations exceptionnelle issue d'une collecte de témoignages directs et d'un recensement des pertes humaines palestiniennes. Dans les années 1990, l'université de Birzeit a procédé à une étude monographique d'un certain nombre de villages détruits et des circonstances de leur destruction, grâce à une minutieuse enquête orale et, quand cela était possible, à la reconstitution des listes nominatives des victimes. On pourrait multiplier les références de ce genre, absentes du travail de B. Morris et aussi de ses contradicteurs israéliens, qui évoquent « des sources arabes » sans jamais réellement les citer.

37 L'auteur a conscience du poids croissant de la « victimologie » actuelle. Il avait d'ailleurs intitulé son histoire générale du conflit *Righteous victims*[3] [3] En français, Victimes. Histoire revisitée du conflit ...

[suite](#). La question de l'intentionnalité est en permanence sous-jacente dans son entreprise et c'est seulement en positiviste qu'il se refuse à voir un plan général puisqu'il n'en trouve pas de références dans ses documents. Sioniste et individu meurtri par les événements de ces dernières années, il a tendance à justifier *a posteriori* les actes commis il y a maintenant plus d'un demi-siècle. Le 9 janvier 2004, le journal *Haaretz* lui prêta dans un entretien des mots assez terribles : « Ce fût une lutte à mort, le nettoyage ethnique était indispensable pour la survie d'Israël. Ben Gourion a fait l'erreur historique de ne pas expulser toute la population arabe entre la mer et le Jourdain. Les Arabes sont des Barbares qui ne peuvent comprendre la légitimité du projet sioniste et de la démocratie israélienne; le terrorisme est indissociable de leur culture [...] ». Devant les protestations suscitées par ses propos, il rétorqua, dans un droit de réponse du 23 janvier 2004, qu'il ne veut naturellement pas l'expulsion des Arabes israéliens actuels, bien qu'ils constituent un danger potentiel, mais que, dans le passé, il y a eu de « bons nettoyages ethniques » comme l'échange de populations entre la Grèce et la Turquie ou l'expulsion des Allemands des Sudètes. Pour le reste, le journaliste a isolé ses expressions les plus dures et a passé sous silence ses termes les plus modérés.



38 On voit là dans quel contexte ce livre a été écrit. Son positivisme ne lui permet pas de trancher la question de l'intentionnalité mais offre au lecteur une quantité exceptionnelle d'informations recoupées et validées. L'apport documentaire, plus que considérable, restera pour longtemps indépassable.

39 Le lecteur français trouvera dans le livre publié sous la direction de Tuvia Friling et traduit de l'hébreu, *Critique du post-sionisme. Réponse aux « Nouveaux historiens » israéliens* (Paris, Edition in Press, 2004), un intéressant ouvrage d'héresiology contemporaine où se trouve défini le post-sionisme comme négation du nationalisme juif, voire de la spécificité juive, et dont B. Morris serait l'un des représentants les plus éminents. Ce courant s'appuierait sur le post-modernisme : « Ces idées sont pour la plupart nées en Europe, puis elles ont été importées aux États-Unis ». Parmi leurs principaux porte-parole se trouvent Michel Foucault, Jacques Derrida, Jean-François Lyotard, Eric Hobsbawm et d'autres (p. 25). Bien évidemment, B. Morris n'utilise aucune de ces références. Quant à I. Pappé, dont un petit livre vient de sortir en français[4] [4] ILAN PAPPÉ, *Les démons de la Nakba. Les libertés fondamentales...*

[suite](#) à propos de l'affaire de Tantoura en mai 1948, qui a suscité une vive controverse en Israël, il s'inspire en effet des courants déconstructionnistes mais reconnaît ne pas avoir les compétences intellectuelles pour intégrer tous les apports du post-modernisme. Il est plus classiquement à la recherche « d'une histoire écrite en solidarité avec les subalternes, les opprimés, les occupés, les exilés et les exclus ». S'il ne nie pas sa dette à l'égard de B. Morris qui a incontestablement une meilleure maîtrise de la documentation que lui, il a conscience que « tout comme les Sud-Africains noirs n'avaient pas eu besoin d'attendre l'ouverture des archives secrètes BOSS pour savoir comment les Africains avaient été traités sous le régime de l'Apartheid mis en place en 1949, la majorité des Palestiniens n'avaient pas besoin des archives de l'armée israélienne pour mettre à nu la purification ethnique de 1948 ». Le reste du débat porte sur la validité des témoignages oraux postérieurs par rapport aux silences ou aux euphémismes des archives. Pour I. Pappé, il y a certainement eu massacre à Tantoura; pour B. Morris, probablement crime de guerre; pour les critiques du post-sionisme, c'est une question non résolue à ce jour et qui risque d'être utilisée par les ennemis d'Israël.

40 On se trouve ainsi aux prises avec une double question d'intentionnalité : celle de l'exode des Palestiniens, et celle, supposée, qui inspire les historiens de cette période. On le voit très bien quand les critiques du post-sionisme évoquent de façon plutôt positive les travaux de Uri Milstein[5] [5] URI MILSTEIN, *History of Israel's war of Independence...*

[suite](#) qui travaille à reconstituer la guerre vue d'en bas. Or U. Milstein évoque clairement une volonté de nettoyage ethnique et de conquête de toute la Palestine jusqu'au Jourdain, mais personne ne songerait à l'accuser de vouloir remettre en cause la légitimité de l'État d'Israël, car son intention générale serait plutôt de tirer la leçon des événements pour mieux assurer la défense de l'État d'Israël.

41 HENRY LAURENS

**Franck Debié et Sylvie Fouet *La paix en miettes. Israël et Palestine (1993-2000)*, Paris, PUF, 2001, 448 p.**

42 Des accords d'Oslo signés en 1993 entre l'État d'Israël et l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), il ne reste, quelques années plus tard, qu'une « paix en miettes ». C'est de ce constat dont partent les auteurs de cet ouvrage clé pour comprendre les fondements de la crise politique qui touche les territoires palestiniens depuis septembre 2000.

43 Franck Debié, géographe et maître de conférences à l'ENS, et Sylvie Fouet, géographe chargée des questions politiques pour le bureau de la délégation de la Commission européenne à Jérusalem, y décrivent et analysent les sept années du processus d'Oslo, c'est-à-dire « une suite de négociations, les accords et les textes [...] produits, les changements territoriaux, institutionnels et réglementaires issus de l'application de ces accords et, par extension, les évolutions sociales et politiques [engendrées] » (p. 11). Refusant de comparer les écarts entre les textes et les faits sur le terrain, ils optent, d'emblée, pour

une approche géographique du politique (paradoxalement peu convoquée pour lire les réalités du processus de paix), qu'ils conjuguent à une analyse socio-économique des pratiques. Par ce biais, ils parviennent à des conclusions originales, qui dépassent le simple « positivisme spatial » (p. 25).

44 Fruit d'un long travail de recherche, l'ouvrage s'appuie sur de nombreuses enquêtes sociologiques, une étude fine du contenu (complexe) des accords d'Oslo et la production de données nouvelles. Les nombreux encadrés explicatifs et tableaux synthétiques qui y sont présentés, ainsi que le remarquable travail cartographique – le premier du genre –, en font un outil de travail pédagogique. Nous regrettons toutefois les silences sur la collecte des données, les types d'acteurs interrogés, les sources utilisées, les difficultés d'enquête et d'interprétation des documents collationnés.

45 *La paix en miettes* est composée de trois parties. La première propose une lecture historique des nationalismes israélien et palestinien, de la fin du XIXe siècle jusqu'à la signature des accords d'Oslo. En analysant le contexte idéologique antérieur au processus de paix, F. Debié et S. Fouet interrogent ce en quoi les territoires du « souhaitable » et du « possible » consistent pour les leaders des deux camps, l'évolution de leurs revendications territoriales ainsi que leurs perceptions réciproques (chap. 2 et 3). Si les éléments avancés ici sont connus, l'originalité des propos provient de l'intérêt accordé au « processus cognitif » (p. 16) inhérent aux accords de paix (chap. 1). Les auteurs le soulignent : « Oslo commence par un bouleversement officiel des représentations, une révolution copernicienne dans les doctrines officielles sous la forme d'une reconnaissance mutuelle : le peuple palestinien existe désormais aux yeux d'Israël, ses instances sont légitimes et l'existence de l'État d'Israël cesse d'être contestée par les Palestiniens » (p. 16).

46 La deuxième partie de l'ouvrage porte sur la genèse et le contenu des accords de paix, ainsi que sur la réorganisation territoriale qui en est issue. Les auteurs y démontent le processus de fragmentation des territoires palestiniens, en s'arrêtant successivement sur l'espace hérité (chap. 4), l'espace esquissé (chap. 5), l'espace négocié (chap. 6) et l'espace renégocié (chap. 7). Ils mettent l'accent sur les logiques d'action des deux partenaires de paix qui ont présidé au contenu des accords et à leur mise en oeuvre – qu'elles soient politiques, stratégiques ou tactiques. On apprend beaucoup sur le « dessous des cartes », qu'il s'agisse de la création des zones A, B et C en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, de la conception du poste frontière d'Erez ou encore de la partition de la ville d'Hébron. Il apparaît que les diplomates israéliens et palestiniens ont privilégié les espaces vécus des populations sur les rendus territoriaux; c'est pourquoi, si les principales agglomérations palestiniennes sont devenues autonomes, les espaces pastoraux sont restés, pour l'essentiel, sous le contrôle de l'armée israélienne. Les négociateurs ont également donné la priorité aux appareils de souveraineté symboliques et aux ressources économiques sur le territoire, leur principal objectif étant que « les Palestiniens [...] voi[ent] leur libération » (p. 151). Par ailleurs, de nouveaux champs de négociations ont progressivement été introduits dans les discussions, tels la levée des bouclages ou l'arrêt des attentats : « Le redéploiement contre la sécurité [est devenu] la ligne conductrice des accords d'application du processus d'Oslo » (p. 209).

47 La troisième partie de l'ouvrage est consacrée à la « pratique des territoires d'Oslo » (p. 235). F. Debié et S. Fouet s'intéressent, d'abord, à l'espace administratif (chap. 8), qu'ils qualifient de « dédoublé », tant les colons et les populations palestiniennes en Cisjordanie et dans la bande de Gaza n'ont pas les mêmes droits ni ne relèvent des mêmes législations. Ils analysent, ensuite, le type de contrôle spatial que l'État d'Israël conserve dans les territoires palestiniens (chap. 9). Ils s'arrêtent ainsi sur les dispositifs juridiques de contrôle foncier (qui prévalaient déjà sous le régime de l'occupation), l'extension des colonies israéliennes et le maillage sécuritaire du territoire réalisé *via* la construction de routes dites de contournement en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. Les passages consacrés à « l'espace économique fermé » (chap. 10) et au Protocole de Paris relatif aux échanges commerciaux entre Israël et l'Autorité palestinienne sont parmi les plus novateurs. Les auteurs démontrent que, « sous le couvert d'une union douanière aménagée et inégale, c'est bien à la séparation progressive, au découplage de deux marchés distincts, de deux économies que l'on assiste » (p. 285). Le marché du travail est également affecté par les dispositions du Protocole, mais aussi par

les bouclages des territoires. Dans un contexte de fermeture des marchés et de restriction des flux, les postes frontières deviennent symboliques de l'asymétrie existante; les développements consacrés au fonctionnement des différents points de passage et aux flux de camions entre Israël et les territoires sont, de ce point de vue, particulièrement éclairants. Enfin, les auteurs s'attardent sur les stratégies de réinvention de l'espace (chap. 11), donnant corps « à la résistance de la société palestinienne au bouclage [ainsi qu'à] l'aide ponctuelle [que celle-ci] a pu recevoir des clients et des entrepreneurs israéliens refusant eux aussi la ségrégation » (p. 322). Les exemples traités par les auteurs (parcs industriels conjoints, marchés spontanés, contournement par l'internet, etc.) – quoique disparates – montrent bien comment les Palestiniens ont évité la fermeture complète des territoires sur eux-mêmes.

48 Des développements précédents, F. Debié et S. Fouet tirent trois conclusions majeures. En premier lieu, la crise politique et territoriale que constitue la seconde Intifada est, selon eux, « construite » par les accords d'Oslo. Les blocages et les retards dans l'application des textes, les innombrables implicites et non-dits, couplés à la complexité des implications territoriales, ont eu ainsi raison du processus de paix. En second lieu, l'asymétrie apparaît aux auteurs comme la règle de construction de la paix d'Oslo. Mais, à Camp David (juillet 2000), comme ils le remarquent fort à propos, « l'asymétrie qui a marqué les premiers accords, le manque de concrétisation de ces derniers, sont devenus dangereux pour les élites politiques palestiniennes : [...] [celles-ci] ne peuvent plus céder sans risquer le procès pour trahison » (p. 363). Enfin, la seconde Intifada renvoie, pour eux, au blocage du processus cognitif engagé en 1993 : en dépit de la reconnaissance mutuelle, en effet, les Israéliens n'ont pas réussi à penser la paix autrement qu'en termes sécuritaires, tandis que les Palestiniens sont restés crispés sur leurs revendications territoriales. Les deux parties n'ont pas été capables de penser leur avenir autrement qu'en termes de séparation, alors que l'imbrication croissante des populations sur le terrain rend celle-ci illusoire. « Faudra-t-il construire des murs pour gérer [cette coalescence] ? » (p. 380), demandent les deux auteurs au terme de leurs propos. Trois ans après la parution de l'ouvrage, la réalité a malheureusement rattrapé leurs pires prédictions.

#### 49 AUDE SIGNOLES

**Jean-François Legrain** *Les Palestines du quotidien. Les élections de l'autonomie, janvier 1996, Beyrouth-Amman, Centre d'études et de recherches sur le Moyen-Orient contemporain (CERMOC), 1999, 450 p.*

50 Dès sa publication, *Les Palestines du quotidien* est apparu comme un ouvrage novateur au regard de l'historiographie palestinienne dominante des trente dernières années, centrée principalement sur l'OLP et ses stratégies de lutte. Son auteur, Jean-François Legrain – chercheur au Groupe de recherches et d'études sur la Méditerranée et le Moyen-Orient (CNRS-Université de Lyon II) et spécialiste reconnu de la question palestinienne –, y étudie le leadership palestinien de l'intérieur ainsi que les pratiques sociales des populations de Cisjordanie et de la bande de Gaza. L'exploitation des données détaillées du scrutin électoral du 20 janvier 1996 relatif aux élections présidentielles et législatives palestiniennes constitue le cœur de l'ouvrage.

51 L'objectif de l'auteur est ici d'« évaluer le degré de réussite, sur le chemin de la construction de l'identité nationale et de l'État, de la stratégie de lutte armée, diplomatique, politique et sociale menée par l'OLP ces trente dernières années » (p. 8). D'emblée, J.-F. Legrain écarte la thèse, largement répandue, selon laquelle les longues années de lutte pour la construction d'une identité nationale en Palestine auraient débouché sur des formes de mobilisation résolument « modernes », c'est-à-dire idéologiques et dénuées de toute affiliation confessionnelle ou clanique. Prenant appui sur une analyse minutieuse des résultats des élections de 1996, il affirme, au contraire, que le facteur politique n'apparaît pas prépondérant dans les manières de voter des populations, la clé du scrutin provenant plutôt de « l'appartenance à un espace de solidarité géographiquement délimité et éminemment restreint » (p. 100). En d'autres termes, l'« ethnoclocalisme », à savoir l'espace de solidarité que constitue le quartier, la ville, le village, le groupe de villages ou encore le camp, l'emporte – partout –

sur l'affiliation partisane. Il ne s'agit pas là d'une conclusion négligeable, étant donné les idées reçues véhiculées sur les pratiques politiques des populations des territoires.

52 *Les Palestines du quotidien* se démarque également par l'originalité de la méthode adoptée par l'auteur. J.-F. Legrain utilise l'analyse factorielle des correspondances (AFC), une méthode d'interprétation des scrutins – issue de la socio-logie quantitative – jamais utilisée jusque-là dans les études sur le monde arabe. Cette méthode permet de visualiser les résultats d'une élection sans postuler l'existence de corrélations *a priori*. Au-delà, cet ouvrage se distingue par la prudence de ses propos : J.-F. Legrain y livre ses difficultés d'enquête et d'interprétation des données, mais aussi la manière dont il les a dépassées. Ainsi, la non-publication des résultats détaillés du scrutin et le manque de fiabilité des chiffres officiels l'ont conduit à prendre appui sur deux types de sources différents : des sources écrites, d'une part, tels les listings diffusés sur les candidats, le matériel électoral des prétendants (notamment les professions de foi), les *Who's who* disponibles et les manuels de lignages; des entretiens sociologiques, d'autre part, réalisés auprès de postulants au scrutin, de responsables de partis politiques ou d'observateurs de la scène électorale.

53 L'ouvrage se compose de trois parties distinctes. La première situe les élections palestiniennes de 1996 dans leur contexte juridicopolitique, en évacuant un peu vite la question territoriale – du moins pour des lecteurs non avertis. L'auteur y démontre d'abord que les « élections de l'autonomie » résultent des négociations de paix israélo-palestiniennes et sont, de ce fait, strictement encadrées par les accords d'Oslo. La date du scrutin, le mode de constitution des listes électorales ou encore le nombre de députés à élire sont ainsi des éléments sur lesquels l'État d'Israël détient un pouvoir de décision. Il s'arrête ensuite sur les nombreux (petits) partis politiques qui ont émergé à la faveur des élections et en établit une classification. Il s'intéresse, enfin, aux dissensions internes à chaque (grand) parti, soulignant que celles-ci ne dépendent que peu des oppositions nées de la signature des accords d'Oslo : ainsi les élections primaires du Fatah ont-elles opposé de jeunes leaders de la première Intifada à d'anciens cadres du parti et notables locaux, tandis que la question de la participation du Hamas aux élections législatives s'est insérée « dans le débat plus général sur, d'une part, le maintien ou non de la lutte armée contre Israël et son corollaire, la transformation ou non en un parti politique, [...] et sur, d'autre part, les relations entre le mouvement islamiste et l'Autorité palestinienne » (p. 57). J.-F. Legrain termine la première partie de son ouvrage en livrant sa clé d'interprétation des résultats électoraux – l'« ethno-localisme » – et en évacuant les explications qu'il considère fausses ou partielles, telles celles fondées sur l'appartenance politique, le sexe, l'origine confessionnelle ou encore le type d'habitat. Ces développements auraient toutefois eu plus de force démonstratrice s'ils avaient été placés en conclusion de l'ouvrage, c'est-à-dire une fois la présentation des résultats électoraux réalisée dans leur exhaustivité.

54 La deuxième partie de l'ouvrage – de loin, la plus dense – donne les résultats du scrutin dans les quatre grandes régions de Palestine (Jabal el-Qods, Jabal Nâblus, Jabal al-Khalil et la bande de Gaza), circonscription par circonscription, soit onze en Cisjordanie et cinq dans la bande de Gaza. Pour chaque cas étudié, l'auteur dresse un historique du découpage territorial et administratif de la circonscription, puis analyse les luttes locales de pouvoir propres au parti de Yasser Arafat. Ses enquêtes de terrain l'ont conduit à conclure que les interventions du chef de l'Autorité palestinienne dans la constitution des listes du Fatah ont, « dans certaines limites, tenu compte des [élections] primaires » (p. 50), tout en bouleversant, « dans la plupart des cas, l'ordre des préférences exprimées » (p. 50). Il fait également ressortir l'existence de solidarités nouvelles confinées à l'espace des camps de réfugiés, qui fonctionnent selon les règles du localisme plutôt que selon des critères partisans. Enfin, J.-F. Legrain étudie les continuités et ruptures de la représentation politique en Palestine. Il souligne ainsi que, si la stabilité des clans détenteurs du pouvoir est tout à fait remarquable dans certaines villes (telles Naplouse et Gaza-ville), elle l'est nettement moins dans d'autres, où des changements de plus ou moins grande ampleur sont perceptibles.

55 Dans la troisième partie de l'ouvrage – un peu lapidaire –, l'auteur entreprend la synthèse des différents résultats présentés jusque-là et revient sur sa thèse principale : l'ethno-localisme. Selon lui,

« l'étude des comportements électoraux de janvier 1996 conduit à affirmer que, loin d'une structuration du politique en partis sur une base idéologique et une autonomie de son fonctionnement liée à une société civile, nous sommes aujourd'hui en Palestine en présence d'une forme renouvelée de [...] "politique des notables" » (p. 410). En d'autres termes, tout lien antérieur à l'efficacité reconnue avec le régime et son bras organisationnel – Fatah – fonctionne comme le meilleur garant du vote des populations et la meilleure source d'accès au pouvoir. Comme nous l'avons déjà souligné, il s'agit là d'une conclusion novatrice. Il est cependant regrettable que la méthode d'analyse choisie – l'AFC – ne permette pas de rendre compte de la politique des notables de manière dynamique, c'est-à-dire appréhendée dans les relations d'échange (inégal) qui se nouent entre le centre (l'Autorité palestinienne) et ses périphéries multiples.

56 *Les Palestines du quotidien* demeure toutefois un livre de référence pour tous ceux qui souhaitent comprendre les pratiques politiques de la Palestine d'Oslo et connaître davantage le profil sociologique du leadership des populations de Cisjordanie et de la bande de Gaza.

57 AUDE SIGNOLES

**Rex Brynen *A very political economy. Peacebuilding and foreign aid in the West Bank and Gaza*, Washington, United States Institute of Peace Press, 2001, 287 p.**

58 *A very political economy* s'attache à analyser la nature, le volume et l'impact de l'aide internationale sur la société des territoires palestiniens, depuis la signature des accords d'Oslo en septembre 1993 jusqu'à l'élection d'Ehoud Barak au poste de premier ministre d'Israël en 1999. Pour réaliser cet ouvrage, son auteur, Rex Brynen, professeur à l'université Mc Gill, s'est appuyé sur des sources variées : entretiens réalisés auprès d'officiels de l'Autorité palestinienne et de responsables d'organisations internationales (Banque mondiale, PNUD, USAID, UNWRA, UNSCO[1] [1] USAID : United States Agency for International Development;... [suite](#)); littérature produite par les bailleurs de fonds et les acteurs du jeu politique palestinien; et sondages d'opinion qui visent à évaluer les perceptions de la population palestinienne à l'égard de l'aide internationale. Beaucoup des informations recueillies sont présentées de manière très didactique sous forme de tableaux synthétiques, d'encadrés, de schémas explicatifs et de représentations cartographiques. La présentation de données inédites est donc le premier apport de ce livre.

59 Deux autres raisons contribuent à faire de *A very political economy* un ouvrage majeur. D'une part, il remet en cause les fausses évidences véhiculées sur l'Autorité palestinienne et son utilisation – supposée frauduleuse – de l'aide extérieure. D'autre part, l'ouvrage de R. Brynen aborde un objet rarement étudié en tant que tel dans les études d'économie politique : la contribution de l'aide internationale à la « construction de la paix » (*peacebuilding*). Ce faisant, son auteur s'oppose à la représentation dominante relative aux bailleurs de fonds, selon laquelle ceux-ci constitueraient un tout homogène. Il montre, au contraire, que les donateurs internationaux n'agissent ni selon les mêmes priorités ni selon les mêmes intérêts et valeurs. Plus encore, R. Brynen remet en cause la thèse de l'adéquation extérieure subie, démontrant que la société palestinienne n'est nullement passive face à l'action des bailleurs.

60 L'ouvrage commence par un historique succinct sur l'aide extérieure apportée aux Palestiniens durant les trente années d'occupation israélienne et ses enjeux (chap. 2). Il se poursuit par l'étude de quatre aspects majeurs de l'économie politique de l'aide internationale : la mobilisation des ressources, la coordination des actions, l'acheminement des fonds et leur attribution.

61 L'auteur s'arrête d'abord sur les promesses de dons très inégales faites par les différents bailleurs de fonds, ainsi que sur la compétition pour le leadership qui oppose les États-Unis et l'Union européenne (chap. 3). Il rend compte ensuite de l'architecture organisationnelle de l'aide, fort complexe, et du rôle majeur de la Banque mondiale dans l'activité de coordination (chap. 4). Les propos les plus intéressants en la matière sont ceux consacrés aux bénéficiaires de l'aide, entendons



par là les agences locales de coordination. Le PECDAR, le Conseil économique palestinien pour le développement et la reconstruction, qui a pour mission de canaliser l'aide internationale à destination des populations, et le MOPIC, le ministère palestinien du Plan et de la coopération internationale[2] [2] PECDAR : Palestinian Economic Council for Development...

[suite](#), se livrent une guerre sans merci pour le contrôle des fonds extérieurs, *via* leurs directeurs respectifs. Les développements sur les conflits internes à l'ONU apportent également un éclairage intéressant sur les tensions qui opposent les responsables du siège à New York à ceux du bureau de l'UNSCO à Jérusalem, ainsi que sur le rôle des individus dans le bon fonctionnement des instances de coordination. Dans le chapitre 5, consacré aux circuits de distribution, R. Brynen propose plusieurs pistes d'explication aux retards récurrents constatés dans l'acheminement de l'aide extérieure. Les paragraphes dédiés aux obstacles imputés à l'État d'Israël sont à considérer avec attention (pp. 123-130). Partant d'études de cas précises, l'auteur y défend l'idée que les bouclages répétés des territoires palestiniens, d'une part, la lourdeur des procédures israéliennes de contrôle, d'autre part, rendent la réalisation des projets de développement palestiniens particulièrement longue et difficile. Enfin, R. Brynen examine les secteurs qui ont bénéficié en priorité du soutien de la communauté internationale, s'arrêtant principalement sur les domaines dans lesquels l'intervention des bailleurs de fonds est assez inhabituelle (chap. 6). Les forces de sécurité palestiniennes ont, par exemple, reçu un soutien extérieur non négligeable (à la fois technique et financier), à propos duquel les donateurs internationaux se sont divisés : tandis que, pour certains, l'aide apportée représente un précieux outil de lutte contre le « terrorisme » du Hamas, celle-ci constitue, pour d'autres, une entrave aux Droits de l'homme et à la liberté d'expression. Le budget de fonctionnement de l'Autorité palestinienne fait également parti des domaines largement soutenus par la communauté internationale. Les motivations des bailleurs sont, là, d'ordre politique : ils souhaitent contribuer à la mise en place d'une véritable administration d'État. Enfin, des montants non négligeables de l'aide extérieure ont été alloués à la création d'emplois d'urgence. L'enjeu, ici, est de palier les effets économiques désastreux des bouclages (notamment l'augmentation du chômage) et d'éviter l'explosion sociale. Mais, dans ce domaine d'intervention également, les bailleurs de fonds s'affrontent : l'effort financier ne doit-il pas contribuer au développement économique à long terme plutôt qu'à la promotion d'actions humanitaires d'urgence, dont les effets économiques peuvent difficilement être évalués ?

62 En conclusion (chap. 7), l'auteur revient sur les principaux enseignements de l'ouvrage, tout en les élargissant ses propos au-delà du cas palestinien. Opposé à la thèse de l'« exceptionnalité », il souligne – à juste titre – l'aspect comparatif de son livre. Selon lui, en effet, la Palestine constitue un cas de « sortie de crise » exemplaire, dans la mesure où les sommes allouées au régime de Yasser Arafat au titre de « l'aide à la paix » ont été les plus importantes parmi celles distribuées dans la période post-guerre froide. Par ailleurs, l'action des donateurs internationaux dans les pays en « sortie de crise » gagne à être appréhendée comme l'a fait l'auteur ici, c'est-à-dire à partir de l'étude des conflits et coalitions d'intérêts relatifs à la mobilisation des ressources, la distribution des fonds et la détermination des secteurs prioritaires d'intervention. Enfin, R. Brynen se livre à une évaluation de l'aide internationale afin d'éviter, dit-il, que les bailleurs de fonds ne reproduisent, à l'avenir, leurs erreurs du passé. Il estime ainsi que le régime palestinien n'aurait jamais pu mettre en place une véritable administration d'État sans soutien extérieur; mais, dans le même temps, il accuse les donateurs internationaux de n'avoir pas suffisamment tenu compte des contraintes et du contexte politiques propres au cas palestinien.

63 Si le ton de la conclusion apparaît parfois un peu trop « donneur de leçons », il n'en demeure pas moins que *A very political economy* est un ouvrage très documenté et de grande qualité pour tous ceux qui s'intéressent à la problématique de l'influence de l'aide extérieure sur les sociétés des pays en voie de développement.

64 AUDE SIGNOLES

**Rashid Khalidi *Palestinian identity : the construction of modern national consciousness*, New York, Columbia University Press, 1997, 325 p.**

65 L'un des mythes les plus persistants, mais des plus pernicious, de l'idéologie nationaliste est que l'identité nationale est fixée, immuable et transhistorique. Une telle conception – essentialiste et réifiée – de l'identité nationale oppose cependant une critique aux entreprises nationales qui cherchent à s'assurer un pouvoir politique par la négation explicite d'autres identités et d'autres sources de légitimité. Ceci est d'autant plus manifeste là où les nationalismes sont en concurrence directe, comme dans le conflit israélo-palestinien sur le territoire de la Palestine historique. L'exemple le plus extrême de rejet nationaliste d'autres identités est illustré par les propos fameux de Golda Meir : « Il n'y a pas de Palestiniens. [...] Ils n'existent pas. »

66 L'objectif principal de Rashid Khalidi est d'affirmer la présence et l'enracinement de l'identité palestinienne face à de tels refus de sa propre existence. Pour autant, R. Khalidi ne reproduit pas le mythe nationaliste d'une identité palestinienne immuable, et c'est là la grande valeur de cette reconstruction de l'identité palestinienne. Au contraire, il affirme et célèbre même le fait que les Palestiniens ont des identités multiples et enchevêtrées, et que l'identité nationale palestinienne n'est pas et n'a jamais été un objectif ni une réalité, mais une construction artificielle en perpétuelle évolution. Dans cette déconstruction-reconstruction de l'identité palestinienne, R. Khalidi est proche de penseurs tels que Eric Hobsbawm, Ernest Gellner et Anthony Smith, lesquels ont affirmé la modernité et l'artificialité de tous les nationalismes. Paradoxalement, en révélant la complexité et la variété des racines et des sources de l'identité du peuple palestinien, R. Khalidi apporte une justification morale à la lutte palestinienne pour une auto-détermination nationale.

67 *Palestinian identity* est un livre courageux. Ce n'est pas seulement une réponse au rejet sioniste de l'identité palestinienne; c'est aussi un défi lancé aux historiographies palestinienne et arabe qui ont traditionnellement privilégié un discours historique unique. L'auteur ne craint pas de mettre en lumière les échecs et la faillite des élites arabe et palestinienne, qui ont, pour une part, contribué à la défaite historique des Palestiniens. En ce sens, l'ouvrage de R. Khalidi est une histoire révisionniste, qui n'est pas sans trouver d'échos chez les « nouveaux historiens israéliens », tels Benny Morris et Avi Shlaim. En fait, dans cet ouvrage fin et pénétrant, il se débarrasse d'un certain nombre de mythes, que véhiculent les discours conventionnels et de l'histoire arabe palestinienne et de l'histoire israélienne.

68 Le premier mythe est l'affirmation selon laquelle l'identité palestinienne ne s'est développée que par opposition au sionisme. R. Khalidi argumente avec conviction qu'il existait une nette identification des habitants indigènes arabes à une entité palestinienne bien avant l'immigration juive de la fin du XIXe siècle. Cette identification a une forte connotation religieuse par le fait que s'exprime un attachement réel à la Palestine en tant que « lieu sacré », avec Jérusalem (ou plus précisément Quds al-Sharif) en son centre, et ce dès le XVIIIe siècle. L'attachement patriotique local a été renforcé par la peur de menaces extérieures, principalement européennes. Cependant, pour R. Khalidi, il est clair que cet attachement n'a pas pris la forme d'un nationalisme moderne et, à cet égard, il souligne que la vie politique antérieure à la Première Guerre mondiale était faite de loyautés locales, nationales, transnationales et religieuses. Il illustre ceci par un fascinant récit entre deux notables de Jérusalem, Yusuf Diyu'al-Khalidi et Ruhi al-Khalidi, dont les carrières s'étendent de la fin du XIXe siècle à la dissolution de l'Empire ottoman. Ces deux personnalités s'identifiaient fortement à Jérusalem, à la Palestine, et contribuèrent à la renaissance culturelle locale, ce qui n'était pas contradictoire, à leurs yeux, avec la solidarité islamique, leur dévouement à la cause arabe ou leur loyauté à l'Empire ottoman. Ils ne voyaient tout simplement aucune contradiction entre ces différents récits et identités. Mais, rétrospectivement, on peut considérer qu'ils ont contribué à la montée, après 1918, d'un patriotisme arabe et palestinien plus exclusif.

69 R. Khalidi ne nie pas que la confrontation avec les sionistes a servi de catalyseur pour l'émergence de nationalismes compensatoires, arabe et palestinien. Il remet pourtant en question le mythe d'un processus dirigé par l'élite et cherche à faire reconnaître la lutte et l'expérience de la population rurale arabe. Le problème est que cette classe essentiellement paysanne et illettrée a laissé peu de documents écrits. Ce qui a conduit à quelques-unes des thèses sionistes les plus extravagantes[1] [1] JOAN PETER, From time immemorial : Origins of the...

[suite](#), qui nient l'existence du peuple palestinien ou l'expropriation des terres. Par contraste, R. Khalidi démontre de façon éclatante qu'il y a eu une confrontation et une résistance directes de la population rurale palestinienne à la colonisation juive, facteur décisif qui a poussé les notables locaux à déclencher l'alarme sur les dangers du sionisme. Par une étude des journaux arabes de la période 1908-1914, R. Khalidi montre aussi la prise de conscience précoce, en Palestine et dans le monde arabe en général, que les Arabes allaient être réduits à une minorité sur leur propre terre.

70 S'il y avait une identification précoce des dangers posés par le sionisme et s'il existait une réelle solidarité entre les élites et les masses rurales, la question est alors de savoir pourquoi les Arabes palestiniens ont subi une défaite aussi catastrophique en 1947. Les positions révisionnistes de R. Khalidi sont plus nettes quand il analyse l'échec des Palestiniens et des Arabes à capitaliser l'émergence de l'identité nationale palestinienne pour organiser une société palestinienne, venir à bout des divisions internes locales et arrêter la vente des terres arabes au mouvement sioniste. Cet échec, dont la responsabilité retombe sur l'élite palestinienne, a culminé dans la quasi-autodestruction de la société palestinienne durant la Grande Révolte de 1936-1939. Cette analyse hautement auto-critique devrait être rapprochée de celle conduite par Benny Morris dans *Righteous victims*, qui argumente avec conviction que la cohésion relative et le succès du mouvement sioniste peuvent être reliés au fait que le sionisme avait un demi-siècle d'avance sur le nationalisme palestinien arabe.

71 *Palestinian identity* donne seulement un bref aperçu de la ré-émergence de l'identité palestinienne dans les années 1960 après une absorption temporaire dans un mouvement panarabe plus large. Pourtant, malgré la concision, R. Khalidi fournit une analyse experte et objective de la reprise de la lutte palestinienne sous la direction de l'OLP et de son groupe dominant, le Fatah, en étant attentif à ses échecs comme à ses succès. Dans ce contexte, il accorde aux accords d'Oslo un réel rôle positif, puisque la lutte a maintenant lieu en Palestine, et non par procuration sur le territoire jordanien ou libanais. Même tronquée, l'Autorité palestinienne contrôle dans une certaine mesure sa population, ce qui est davantage que n'importe quelle autre agence palestinienne du XXe siècle. Les Israéliens et les Américains ne feignent plus de croire que les Palestiniens n'existent pas, de même que les Palestiniens ne nient plus l'existence d'Israël.

72 Cependant, la préservation d'une identité sera en fin de compte de peu de valeur si celle-ci n'est pas reconnue par les autres et développée dans un environnement qui ne peut être que celui d'un État-nation indépendant. Ainsi que la violence récente en Palestine le démontre, ces conditions sont loin d'être remplies. Dans ces moments d'abatement, la valeur particulière de *Palestinian identity* est d'offrir une vision contre-nationaliste soulignant l'existence d'identités plurielles, non seulement entre les Israéliens et les Palestiniens, mais aussi au sein des sociétés israélienne et palestinienne. Lorsque ceci sera reconnu par ces deux peuples et qu'une reconnaissance mutuelle de leur histoire commune multi-dimensionnelle et entrelacée émergera, la perspective de construire une paix durable et véritable sera réelle.

73 ROLAND DANNREUTHER

**Meron Benvenisti *Sacred landscape, the buried history of the Holy Land since 1948*, Berkeley, University of California Press, 2000, 366 p.**

74 Les ouvrages de Meron Benvenisti sont d'autant plus importants qu'ils sont écrits par un acteur scientifique et politique de premier plan. M. Benvenisti est en effet historien, mais aussi il fut élu de la municipalité travailliste de Jérusalem durant trois décennies. Après un essai qui examinait l'hyper-présence du religieux dans les institutions urbaines de la municipalité de Jérusalem[1] [1] Jerusalem, the torn city, Jérusalem, Isratypeset, 1976...

[suite](#), M. Benvenisti étend sa réflexion aux conditions de « remodelage » du territoire originel palestinien, dicté par la création de l'État d'Israël. Ce n'est pas la transformation du paysage qui est centrale dans le propos, mais les logiques discursives et les modalités par lesquelles celle-ci s'effectue. M. Benvenisti annonce d'emblée sa posture éthique et méthodologique : « La première source

d'archives, c'est moi-même. » L'archive ne désigne pas ici les matériaux historiques de première main dont dispose l'auteur, mais un registre mémoriel. M. Benvenisti part du paysage de son enfance en Palestine, « évidée de son entité arabe », pour entreprendre la généalogie de ses transformations. Il plaide pour une histoire morale qui s'attache aux aspects physiques, culturels et sociologiques de la construction de l'État d'Israël en « terre de Palestine », ici sa partie occidentale.

75 Une « nouvelle carte » a été dessinée pour « prendre possession » symbolique de la terre et répondre aux désirs et aux besoins de Eretz Israël. L'auteur, dans sa démonstration, ne s'avance pas à la légère. Plutôt que de présenter de façon linéaire le paysage d'avant et d'après la guerre de 1948, puis le lot de destructions qui a accompagné l'installation de la nation israélienne, il entreprend un travail en profondeur sur les modalités du remodelage territorial, qu'il nomme le « travail de l'esprit ».

76 L'ouvrage s'ouvre sur une première partie où l'auteur déploie la carte des savoirs qui a permis de construire la nation israélienne. Le rôle des sciences sociales est central au stade de la guerre de 1948, puis de la consolidation de l'État hébreu, avec le rôle de l'Israël Exploration Society, les premières missions des archéologues, géographes et historiens auprès du premier ministre dès 1949, ou l'instauration du Comité pour la toponymie des villages. La cartographie, quant à elle, est abordée comme instrument essentiel de pouvoir. Elle anticipe le remodelage du territoire, ou le dicte. Si l'on suit ce raisonnement, le seul effacement de la carte de villages arabes au profit d'une toponymie biblique les vide, du même coup, de leur histoire culturelle, voire de leur réalité physique. La démonstration est détaillée pour chaque site de Galilée et de Judée, mais il ne nous est pas dit comment les ressources linguistiques et cartographiques se combinent aux outils moins symboliques de prise de possession de la terre.

77 La seconde partie est consacrée aux représentations de la Palestine occidentale, devenue Israël dans les savoirs et autres formations discursives. Pour les premiers décideurs, pour les militaires comme pour les universitaires israéliens de la première génération, la terre de Palestine est « incognita », elle est décrite comme une icône pure, vierge de toute histoire culturelle ou comme un cliché exotique. M. Benvenisti recense des ouvrages clefs écrits par des pionniers, à l'image de son père, l'un des premiers cartographes en Israël, où les établissements palestiniens ont été oubliés ou passés sous silence. « L'israélisation de la géographie palestinienne » devient l'objet à partir duquel les Palestiniens vont s'efforcer de reconstruire une histoire qui leur soit propre. Mais M. Benvenisti pointe ici les risques de réification du nationalisme palestinien et d'une identification intensive aux signes culturels perdus (le fellah, le folklore), niant par exemple les conflits intra-communautaires ou la destruction d'édifices religieux ou civils entamés avant la guerre de 1948.

78 Dans les parties suivantes, l'auteur revient sur les conditions de l'exode palestinien dans les années de guerre (1947-1949), non pour ouvrir sur une nouvelle interprétation historiographique, mais pour analyser les modalités du projet politique et militaire. C'est la guerre et les opérations militaires qui ont permis le processus d'appropriation foncière et, plus généralement, la fondation de la nation. Cependant, pour M. Benvenisti, qui se démarque ici de certains nouveaux historiens israéliens, l'éviction des Palestiniens de Galilée ne découle pas d'un « nettoyage ethnique » mais d'un processus « de pression » graduelle et non préméditée. Le redéploiement idéologique dans la sphère institutionnelle et décisionnelle, quand l'État d'Israël devient souverain, est décrit dans son mode opératoire : le contrôle des ministères par les groupes politiques et religieux, la coordination des instances foncières et celles de la planification pour l'installation des nouveaux migrants, le dispositif de nationalisation des terres arabes abandonnées, puis leur privatisation, si bien que « la terre du peuple juif passait d'une propriété spirituelle à une propriété commerciale ». M. Benvenisti évoque les figures suggestives d'un mouvement de superposition d'une trame territoriale sur une autre, du déracinement au « ré-enracinement » : le village arabe « abandonné » puis ré-approprié dans l'imaginaire national israélien, les « réfugiés internes » ou palestiniens arabes restés en Israël mais ayant été déplacés, les relations difficiles des nouveaux arrivants avec les immigrants ou les villageois d'origine.

79 L'historiographie ne peut évoluer, tant qu'elle sera idéologisée d'un côté par les Palestiniens, de l'autre par le biais d'une « littérature de guerre » en Israël, qui s'emploie à maintenir le mythe de la nation héroïque, même si tout un champ de savoirs remet en question l'histoire officielle nationale. En confrontant les sources sionistes et israéliennes aux interprétations des historiens palestiniens, l'auteur retient une différence métaphysique essentielle. L'appartenance à la nation dans le cas de l'identité sioniste se définit par la quête d'une connaissance rationnelle du territoire, tandis que le Palestinien est lié par un attachement « organique » et sentimental à la terre, celle-ci représentant l'honneur national. Si les pionniers sionistes sont parvenus à fonder un nouveau paysage sur la seule base de la croyance dans le progrès et d'un projet idéologique, ils ont échoué à transmettre la part d'affect et d'intimité territoriale à des générations de jeunes *sabra* (natifs d'Israël). La « nationalisation » du territoire et de ses identités arabes ou musulmanes au profit de la sacralité juive est décrite comme au cœur de la bataille israélo-palestinienne. Quand Israël mutile le paysage, il sert l'entreprise de re-légitimation palestinienne, qui devient une arme politique. L'argument permet à l'auteur de plaider pour une réconciliation de l'histoire et de la géographie, comme la reconnaissance des villages illégaux, des Palestiniens déplacés ou la réhabilitation des lieux de culte musulman, détruits ou absorbés dans le patrimoine national israélien.

80 Le livre vaut pour la rigueur de son analyse d'une topographie politique et d'une généalogie peu entreprise des savoirs scientifiques et institutionnels qui ont présidé à la conquête du territoire, même s'il privilégie le paysage rural sur les villes. Sa qualité heuristique tient également à la posture de l'auteur et à son souci de précision historiographique. M. Benvenisti situe toujours le point d'où il parle, comme historien israélien, héritier du sionisme, né en Palestine.

81 SYLVAIN BULLE

**Bernard Wasserstein *Divided Jerusalem : the struggle for the Holy city*, New Haven-Londres, Yale University Press, 2001, 412 p.**

82 Contrairement à ce que laisse entendre son titre, le dernier ouvrage de Bernard Wasserstein, historien reconnu de la période contemporaine [1] [1] Auteur de *Herbert Samuel, a political life*, Oxford, Clarendon...

[suite](#), traite d'une histoire politique de Jérusalem au XXe siècle, moins sous l'angle de ses dynamiques internes que des influences externes. Le dessein palestinien demeure indissociable du destin occidental, car l'histoire de la Palestine, et spécialement de Jérusalem, s'établit sur des relations externes et multiples, qui lui échappent en beaucoup d'endroits. Le projet paraît simple sur le plan historiographique, mais il est peu fréquent.

83 La démarche de l'historien consiste à restituer la genèse des luttes politiques et des représentations de la Jérusalem sainte et moderne, celle-ci plus ou moins analysée comme le reflet ou le miroir du monde. La force d'attraction de la Ville sainte est travaillée de l'extérieur par les institutions chrétiennes, les diplomates, les philanthropes éclairés, unis par le même mouvement de progrès, de conquête. Le « microcosme » de Jérusalem, vue principalement à travers le filtre de la présence internationale, continue dans le siècle, est un objet politique qui permet de découvrir l'histoire large du conflit. Sur un mode chronologique, de la fin de la Sublime Porte à la seconde Intifada, l'auteur, qui s'appuie ici sur les archives diplomatiques (sionistes et de l'État d'Israël), passe en revue les lieux et les luttes d'influence sur Jérusalem, où s'entrecroisent intérêts économiques, stratégiques et messianisme.

84 Si l'auteur commence par restituer le socle spirituel sur lequel s'est construite la Ville sainte, c'est pour s'en démarquer aussitôt. Car le livre débute avec la « guerre des consuls » occidentaux, décrite comme une sorte de théâtre des diplomates occidentales présentes dès les années 1860. Les deux premiers chapitres campent les acteurs qui, à la fin du règne ottoman, rivalisent pour la conquête de la Terre sainte et plus précisément pour la construction de l'image, négligée, de Jérusalem : les consuls anglais, français et russe, les missions anglicanes, les cercles érudits (comme le très occidental



Palestine Exploration Fund) ou encore les ingénieurs royaux. Sur ce point, la démarche est convaincante. La notion d'« impérialisme spirituel » exprime bien le visage de la présence internationale à Jérusalem, jamais éloignée du devoir de civilisation, celui de représenter le monde nouveau et de servir une conscience moderne du progrès sans se départir de ses intérêts militaires et financiers. On retrouve ici le beau thème de l'entrepreneuriat moderne propre à la présence coloniale et sioniste, ou à celle, plus ou moins philanthropique, des missions chrétiennes, dans le développement de la nouvelle ville face au centre ancien de Jérusalem, en cette fin de la période ottomane, puis durant le mandat britannique. Celui-ci est décrit moins comme le règne du triomphalisme sioniste que comme celui d'un certain universalisme occidental, et surtout du christianisme, sur les notabilités palestiniennes (maires, *mufti-s*), gardant en main les institutions traditionnelles mais perdant leur contrôle des lieux saints dès les années 1910.

85 L'approche tend à montrer que les représentations sociales et culturelles de Jérusalem – l'hypertrophie symbolique de cette dernière – se sont construites en même temps que les acteurs eux-mêmes et que les événements politiques qui ont scandé la première moitié du XXe siècle : la montée du mouvement national palestinien face aux rivalités internationales, la lutte religieuse pour l'hégémonie du mur occidental (dit des Lamentations), le ballet diplomatique des Nations Unies au moment de la partition de Jérusalem en 1948, l'intervention du Vatican pour renforcer le poids symbolique de la vieille ville. Au fil des pages, on découvre les lieux conflictuels : la Ligne verte, le mont Scopus, les lieux saints et la discorde au sein des instances chrétiennes (coptes, catholiques, orthodoxes) quant au statut de ces derniers, notamment durant la période d'administration jordanienne de la partie orientale de la ville (1948-1967).

86 À partir de 1948, et surtout de 1967, au moment de la prise de Jérusalem-Est par Israël, le conflit de légitimité se déploie comme conflit de souveraineté sur la ville sainte. Mais celui-ci est vu, à nouveau, non sous l'angle de la relation binaire entre Israéliens et Palestiniens, ou colonisés et colonisateurs : la narration mêle toujours des acteurs collectifs (diplomates occidentaux et représentations chrétiennes) aux prises avec des ambitions géopolitiques. La politisation de la question de Jérusalem est perceptible dans le livre. Mais la souveraineté israélienne sur Jérusalem-Est et la résistance palestinienne sont, subtilement ou judicieusement, présentées en vis-à-vis d'un certain déclin de la présence chrétienne, des institutions religieuses et, en même temps, de la mainmise des diplomaties américaines et européennes sur les décisions concernant le devenir de Jérusalem, y compris et surtout au stade de la transition vers la période d'autonomie palestinienne (des accords de Camp David en 1978 à la signature des accords d'Oslo en 1993).

87 Le corps du livre s'achève sur la révolte palestinienne qui fait suite à la visite d'Ariel Sharon sur l'esplanade de la mosquée Al-Aqsa (ou Mont du Temple). Mais ces lieux saints sont décrits comme au coeur du conflit d'appropriation symbolique de Jérusalem depuis un siècle et sont donc renvoyés à l'objet même du livre.

88 On entrevoit sans cesse les fils ténus entre internationalisme et impérialisme, que B. Wasserstein ne s'emploie d'ailleurs pas à démêler ou à expliciter. L'auteur prend également, ou du moins en apparence, grandement ses distances avec la thèse de la « judéisation » de Jérusalem, et ne se confronte jamais à celle, englobante, du colonialisme ou des idées toutes faites sur le nationalisme.

89 L'approche souffre quelquefois de ce caractère biographique, du mode plutôt classique de la reconstitution des événements, que l'auteur préfère à la conceptualisation des phénomènes qui traversent Jérusalem ou à l'interrogation de certains paradigmes comme ceux du colonialisme ou de l'impérialisme. Mais le parti pris de la narration, entrecoupée très rarement de portraits d'acteurs, échappe à tout anecdotisme. La méthode nous semble toute-fois avoir ses limites, notamment la faible présence des agents ordinaires (citoyens, associations, professionnels) dans la cristallisation du conflit et dans la réception de l'internationalisation des représentations de Jérusalem. On reste sur sa faim quant à la traduction des pouvoirs et des souverainetés multiples sur le territoire ou ses établissements humains, sur la gestion de la cité et ses formes tangibles. Mais l'approche a le mérite d'inscrire très

nettement le territoire exigu de Jérusalem dans le champ large de l'histoire politique de la Palestine et dans une compréhension en profondeur des représentations et de la sacralisation de la ville sainte.

90 SYLVAIN BULLE

**Farouk Mardam-Bey et Elias Sanbar (textes réunis et présentés par) *Jérusalem : le sacré et le politique*, Arles, Sinbad, Actes Sud, 2000, 351 p.**

91 Cet ouvrage, qui réunit des textes présentés par deux spécialistes palestiniens, Farouk Mardam-Bey et Elias Sanbar, couvre un thème d'une grande ambition. Le propos annoncé en introduction est clair : il est nécessaire de « désacraliser » ou de repolitiser la question de Jérusalem, notamment depuis sa réunification en 1967. Si la dimension spirituelle et la part des croyances dans la ville sainte ne peut être ignorée, on doit s'éloigner de toute vision « ethnico-religieuse » qui encombre non seulement la ville, mais aussi son devenir et l'espoir d'une solution politique.

92 C'est pourtant bien de Al-Quds dont il est question ici, revendiquée comme une ville palestinienne, arabe mais également profane et « plurielle ». Il faut dire que le désir de diversité « profane » se trouve d'abord dans le choix éditorial. Parmi les contributeurs, figurent des historiens du monde musulman, ancien ou contemporain, occidentaux et arabes, des juristes et des personnalités palestiniennes. Le choix du découpage historique de l'ouvrage est thématique. La première partie porte sur l'imaginaire arabe de Al-Quds, la deuxième sur les lieux saints de Jérusalem dans l'histoire; la troisième, plus importante, sur le statut historique et politique de la ville, décrit des temporalités longues (des croisades à la Palestine mandataire). La quatrième, tout aussi importante, parle de la Jérusalem plus contemporaine, unifiée ou occupée.

93 Que peut dire un travail historique qui cherche à « démystifier » Jérusalem ? La tentative pour sortir d'un corps à corps entre le religieux, l'ethnique et le cadre politique donne en fait toute sa place au sacré, puisque les articles insistent ou traitent de l'importance des lieux saints pour la communauté musulmane et ce, dans le temps long de la ville. Ainsi Al-Quds, cité abrahamique (décrite ici par Salah Stétié) devance largement La Mecque, polythéiste, comme lieu de sainteté et espace fondateur de l'imaginaire de l'islam. L'historien André Miquel, dans une des plus intéressantes contributions de l'ouvrage, restitue une topographie extraordinaire et peu connue de la ville vers l'an mil, due aux notices laissées par Muqaddasî, l'un des premiers géographes musulmans, originaire de Jérusalem. Le tableau visuel est dressé pour longtemps. Au sein d'une description savoureuse de la vieille ville, on retrouve le paysage actuel des remparts, ses monuments inchangés, l'esplanade de la Mosquée, mais également les signes culturels juifs et chrétiens.

94 Le même fond de sacré se retrouve dans la deuxième partie, avec des analyses théologiques ou historiques de la présence religieuse pour appuyer la légitimité de la Jérusalem cananéenne, tout en reconnaissant le poids des trois religions monothéistes. Le statut des lieux contestés est examiné minutieusement : Saintsépulcre, mur des Lamentations, Haram al-Sharif. Les articles sur les périodes des croisés, ottomane, puis britannique laissent entrevoir le rôle capillaire des Européens et des chrétiens dans la construction du sacré, jusqu'à la déchirure de la ville en 1947.

95 Peu est dit sur les termes de la relation entre nationalisme palestinien et défense de la vieille ville, mais la quatrième partie de l'ouvrage s'attarde sur Al-Quds « occupée » ou « réunifiée » en 1967, notamment avec le récit de « la résistance au quotidien », titre de l'article de Ibrahim Dakkak, leader palestinien. Des événements tels que l'incendie de la mosquée Al-Aqsâ en 1967, la destruction du quartier des Maghrébins au moment de la prise de la ville, commandée par la nouvelle municipalité, nous rappellent qu'à Jérusalem le sacré n'est jamais totalement dissocié du politique. L'omniprésence du religieux dans les affaires de la cité, dans le contexte de la colonisation des parties orientales de la ville, est ici resituée par Michael Dumper sur un mode certes très pragmatique, mais rarement entrepris. Le caractère idéologique de la prise de possession des sites de la vieille ville ou de Jérusalem-Est par des institutions religieuses juives (comme Goush Emunim, le groupe du Mont du

Temple) est détaillé jusque dans une typologie des acteurs religieux, du portrait de leurs dirigeants, du recensement précis des lieux appropriés au motif biblique, où l'on perçoit la relation entre idolâtrie et action politique et urbaine, que celle-ci soit institutionnelle ou communautaire. La confrontation de textes historiques à l'expertise est également féconde au stade de l'examen du statut international des lieux saints et de Jérusalem : « l'assainissement » de la question de Palestine (Monique Chemillier-Gendreau) appelle des moyens profanes, tel l'exercice du droit contemporain et universel.

96 Finalement, l'ouvrage rend plus compte de la force d'attraction de Jérusalem sur les représentations et les acteurs directs du conflit israélo-palestinien que de sa dynamique sociale et politique. On retrouve l'enchevêtrement du religieux et du politique à Jérusalem, que le sociologue Maurice Halbwachs, six décennies plus tôt, avait bien relevé[1] [1] MAURICE HALBWACHS, La topographie légendaire des Évangiles...

[suite](#). En raison des appropriations successives et abusives du sacré et du politique, on renonce à ne jamais pouvoir saisir au cours du siècle une cité « weberienne » avec ses catégories – marchande, politique, bourgeoise –, dont Jérusalem-Est aurait pu présenter les potentialités.

97 On regrette cependant la perte de l'espace, qui s'efface au profit de cette fonction dominante du politique dans la cité et dans le temps long. Le tableau quelquefois émotionnel de Jérusalem ne compense pas toujours le manque de lecture spatiale et sociale d'une ville réputée pour ses conflits d'usage. Mais l'ouvrage participe aisément d'une historiographie aux frontières des réalités, avec l'introduction d'échelles d'analyse et de temporalités différentielles. C'est ce caractère éclaté, quelquefois artisanal, qui est une construction réussie – car celle-ci est généreuse – et qui invite à se pencher sur l'histoire longue, mais restituée dans une approche sensible de Jérusalem.

98 SYLVAIN BULLE

**Laurence Louër *Les citoyens arabes d'Israël*, Paris, Éditions Balland, « Voix et regards », 2003, 266 p.**

99 La focalisation sur l'opposition entre les territoires occupés et Israël comme expression de l'opposition Palestiniens/Israéliens ne doit pas faire oublier les 1 200 000 Arabes citoyens d'Israël (20 % de la population totale). Contre les analyses en termes de radicalisation des citoyens arabes en Israël, formulées à la suite d'actes violents commis depuis l'Intifada al-Aqsa, la thèse de Laurence Louër veut montrer que l'affirmation d'une identité palestinienne politique débouchant sur une communautarisation institutionnelle est au contraire une modalité d'intégration à la société israélienne.

100 L'approche privilégiée par l'auteur dans sa démonstration est celle des dynamiques successives d'inscription des Arabes dans le champ politique israélien. Le récit débute en 1948. Israël est d'abord campé comme l'acteur unique agissant sur une masse arabe décapitée par l'exode et souhaitant s'assurer de sa loyauté bien plus que chercher à l'assimiler. L'arme essentielle de son contrôle est la division : L. Louër reprend ici sans les nuancer les analyses sur les stratégies de différenciation développées par Israël à l'encontre des Druzes et des Bédouins. Rien n'est démontré sur ce point, mais l'auteur affirme que l'objectif de l'État hébreu était très clairement « la manipulation des identités ethniques pour empêcher l'avènement de l'acteur collectif musulman ». On ne voit pas, logiquement, en quoi la politique de « fragmentation » dénoncée aurait dû conduire, à terme, à ne laisser dans cette minorité arabe que l'acteur « musulman », sur lequel l'auteur se focalise dans la seconde partie de son étude. Sauf à supposer implicitement que la population arabe musulmane est la seule qui soit irréductiblement non assimilable dans l'État hébreu.

101 Heureusement, après ces prémisses caricaturales, l'émergence d'une première phase de politisation de la population arabe à travers le parti communiste donne à L. Louër la véritable matière de son étude : la recomposition du leadership arabe en Israël. Car la création du RAKAH en 1965 marque la fin de l'affiliation clientéliste dans les partis traditionnels israéliens comme unique ressource politique et le début de l'autonomisation des Arabes sur la scène politique. Cette autonomisation

devient plus manifeste dans les années 1980 avec la création de nouveaux partis (Mouvement progressiste, Parti démocratique arabe) qui placent l'identité palestinienne au coeur de leur combat, se rapprochent de l'OLP et se construisent autour de discours nationalistes. Analysant cette évolution vers la radicalisation de l'identité palestinienne, L. Louër suggère qu'elle doit être comprise comme le produit de l'acculturation des Arabes en Israël. Soit ! L'intériorisation de la modernisation est ce qui conduit à rejeter avec plus de force l'État juif dans les discours et les pratiques politiques. Sur ce point, l'enquête menée auprès des étudiants de l'université de Haïfa vient illustrer le propos : l'analyse des forces politiques est laissée de côté au profit d'une étude sémantique qui révèle la relation ambiguë des jeunes Arabes à la société dans laquelle ils évoluent et pour qui le rapport à la modernité israélienne s'articule d'abord comme discours sur la morale sexuelle. Mais la dynamique n'est pas exclusivement interne, et cette radicalisation ne peut se comprendre que dans le cadre de l'évolution du système politique israélien vers une bipolarisation tranchée donnant aux petits partis marginalisés jusqu'au milieu des années 1980 un rôle d'arbitre dans la composition des coalitions gouvernementales.

102 Ce rôle politique réel acquis par la communauté arabe à travers ses partis explique pour une bonne part l'évolution vers la communautarisation, dont l'analyse des processus est un thème central de l'ouvrage. Reprenant l'un des outils d'analyse favoris des sciences politiques, L. Louër lit cette dynamique comme résultant de processus ascendant – de la communauté vers son leadership – et descendant. De ce point de vue, l'auteur montre qu'une bonne partie de cette dynamique est rendue possible par un État qui favorise la communautarisation tout en refusant une politisation dangereuse de cette identité communautaire. De l'analyse, on retient surtout la démonstration que les luttes de pouvoir auxquelles se livrent les partis arabes aux positions idéologiques identiques reflètent un processus de communautarisation et une logique de captation du leadership bien plus qu'elles ne nient la communauté. Ces conflits de pouvoir traduisent une logique d'intégration par le conflit.

103 La seconde partie de l'ouvrage, consacrée entièrement aux islamistes, semble pourtant s'inscrire en porte-à-faux contre ces premières conclusions. En effet, si toute la première partie est construite sur l'analyse d'une communautarisation des Arabes autour du nationalisme palestinien – moins les Druzes et les Bédouins, « captés » par l'État israélien et sa logique de loyauté par les armes –, la seconde, sans expliquer ce déplacement de l'analyse, ne s'attache plus qu'à la recomposition d'une communauté musulmane. Symboliquement, les chrétiens sortent à leur tour comme acteurs de la trame de l'analyse, après l'évocation du conflit autour de la construction de la mosquée Shihab al-Dîn devant l'église de l'Annonciation à Nazareth.

104 En dépit de cette réserve sur la cohérence de l'exposé, qui suit tout de même une logique d'exposition chronologique puisque l'acteur islamiste émerge véritablement dans les années 1980, cette seconde partie de l'ouvrage est assurément la plus intéressante. Elle l'est en ce que le cas de figure offert par le champ religieux musulman en Israël est singulier et parce que l'auteur a une connaissance suffisamment fine des acteurs pour mettre cette singularité en évidence de manière convaincante. Les musulmans d'Israël se sont en effet retrouvés privés de toute leur hiérarchie religieuse après 1948 (rappelons que le Conseil musulman suprême de Jérusalem sous la direction de Hajj Amin al-Husseini avait été à la tête de la révolte contre les Juifs depuis les années 1930). Il revenait donc à l'État de recomposer le champ religieux. L. Louër analyse cette recomposition en distinguant trois étapes : celle de l'action à travers les comités de *waqf* (biens de mainmorte religieux) locaux; « importation » de clercs (imams et enseignants religieux) venus de Cisjordanie jusqu'à l'Intifada de 1987, lorsque le Hamas entre dans le champ politique en prenant le parti de la lutte armée; et, enfin, processus d'autochtonisation et de fonctionnarisation d'un clergé désormais formé dans les facultés de Sharia locales (l'une cautionnée par l'État, l'autre par le mouvement islamique). L'analyse montre ainsi qu'en dépit d'un discours qui récuse l'État et refuse la participation aux élections, la frange radicale du mouvement islamiste « travaille » avec lui pour la constitution d'un corps de professionnels du religieux qu'il espère un jour diriger, supplantant le magistère (notamment en matière de fatwas) toujours détenu par le Conseil musulman suprême, reformé en 1967.

105 On est loin ici des points de vue tranchés construits autour des manipulations, collaborations, radicalisations dès lors qu'il s'agit des Arabes israéliens, mais dans une analyse à différents niveaux (politiques, institutionnels, individuels) qui reflètent une réalité toujours plus complexe que les discours affichés.

106 ISABELLE RIVOAL

**As'ad Ghanem *The Palestinian-Arab minority in Israel, 1948-2000. A political study*, Albany, State University of New York Press, 2001, 238 p.**

107 Politologue proche du groupe des « nouveaux historiens » de l'université de Haïfa, As'ad Ghanem propose, dans son dernier ouvrage, une analyse de la minorité arabe-palestinienne en Israël qui rompt avec l'approche généralement développée par les sociologues occidentaux, dont le livre de Laurence Louër, *Les citoyens arabes d'Israël*, donne l'exemple le plus récent [1] [1] Paris, Éditions Balland, « Voix et regards », 2003...

[suite](#). A. Ghanem critique en effet la vision d'une minorité arabe se développant en Israël d'une manière similaire à n'importe quelle minorité en Occident. Autrement dit, il refuse de lire l'histoire contemporaine de cette population comme un processus de prise de conscience – en synergie avec l'intégration des valeurs modernes de ces sociétés – de son statut de minorité qui l'aurait conduite à des revendications politiques catégorielles, signe de son assimilation. Ce modèle serait valide si l'État israélien n'était pas un « État ethnique » discriminant, par son caractère religieux primordial, certains de ses concitoyens. Dès lors, c'est dans une situation de double crise interne et externe que la minorité arabe doit négocier sa place dans l'État, et cette crise est susceptible de se traduire, quand la tension est trop forte, par l'usage de la violence sur la scène politique.

108 Ce cadre théorique posé, l'ouvrage se révèle d'une facture classique pour une étude de sciences politiques. Plutôt que de choisir, par souci de chronologie, une logique d'exposition fondées sur les diverses attitudes adoptées en fonction des différentes communautés – qui aurait conduit à isoler d'emblée les Druzes et les Bédouins du champ de l'étude –, A. Ghanem opte pour une approche transversale par tendances politiques. Il en distingue quatre, définies autant par leur positionnement plus ou moins radical vis-à-vis de l'État israélien que par ordre d'apparition dans le champ politique : « israélo-palestinienne », communiste, nationaliste et islamiste. Pour chaque courant, l'auteur présente l'historique, l'organisation partisane, la dynamique de leur leadership, l'évolution de leur position sur le conflit israélo-palestinien et le discours sur l'identité des Arabes d'Israël.

109 Cette approche didactique a le mérite de fournir un tableau synthétique et clair des différents courants et partis politiques traversant la société arabe israélienne, dont certains ont des racines antérieures à 1948. Mais précisément, l'objectif de A. Ghanem est de démontrer que les changements et l'élan vers la modernisation de ses structures étaient en gestation dans la société palestinienne d'avant 1948. La création de l'État d'Israël et la catastrophe de l'exil ont donné un coup d'arrêt à cette modernisation. On comprend alors que le tableau partisan dressé dans la première partie de l'ouvrage n'est finalement que l'aspect émergé, visible, de la scène politique arabe en Israël. C'est dans un petit chapitre consacré au leadership local, coïncé au milieu de l'ouvrage entre l'exposé des différentes tendances et l'analyse des discriminations de l'État envers sa population arabe, que A. Ghanem fournit certainement la remise en cause la plus crédible de la soi-disant modernisation – intégration des Arabes palestiniens en Israël. Et d'insister sur l'importance de la scène locale, des conseils municipaux, comme dimension politique véritablement investie par les leaders politiques qui veulent faire carrière, sur l'indépassable organisation clanique avec laquelle les partis sont obligés de composer, sur l'échec finalement à promouvoir la gestion des municipalités arabes par des édiles techniquement compétents plutôt que par les représentants des structures traditionnelles.

110 Constat désabusé, certes, d'un analyste qui a choisi de ne regarder la minorité arabe que sous l'angle de son leadership politique, l'ouvrage de A. Ghanem résume de manière emblématique les



discours de nombreux universitaires arabes palestiniens sur leur société, rompant d'une manière stimulante avec l'approche de leurs collègues occidentaux en général et israéliens en particulier.

111 ISABELLE RIVOAL

**Kais M. Firro *The Druzes in the Jewish State. A brief history*, Leyde, E. J. Brill, 1999, 266 p.**

112 Les Druzes vivant dans l'État d'Israël forment une communauté religieuse au sujet de laquelle sont véhiculés des stéréotypes extrêmement marqués. Traîtres pour les Arabes puisqu'ils servent dans l'armée israélienne, ces Druzes sont perçus de manière positive par les Israéliens qui les voient comme une communauté très proche du peuple juif, dans son destin de minorité religieuse persécutée par les musulmans. Au-delà de ces stéréotypes qui imprègnent trop souvent la littérature publiée à leur sujet dans l'État hébreu, on connaît finalement assez mal cette minorité. C'est à l'évidence pour battre en brèche cette vision à la fois irénique et folklorisée de sa communauté, tout en allant au-delà de la seule critique d'une instrumentalisation par les Israéliens, que Kais Firro a entrepris d'écrire cette histoire des relations entre les Druzes et l'État hébreu[1] [1] Ce volume est en quelque sorte une prolongation d'un premier...

[suite](#). Il comble de ce fait un vide historiographique et rend enfin accessible aux lecteurs non familiers avec des langues sémitiques un panorama documenté sur les dynamiques historiques qui ont travaillé la communauté druze palestinienne sur une période allant des années 1940 au début des années 1990.

113 Schématiquement, l'ouvrage s'organise en trois parties, à la fois chronologiques et thématiques. La première est entièrement rédigée avec en ligne de mire l'accord de 1956, par lequel les leaders druzes allaient accepter le principe de la conscription obligatoire contre la reconnaissance de l'autonomie juridictionnelle de leur communauté. La deuxième couvre la décennie 1970, au cours de laquelle la vie politique de la communauté est marquée par l'émergence d'une nouvelle génération politique de jeunes gens éduqués qui se scinde en pro-nationalistes arabes et pro-sionistes. La troisième, enfin, s'attache à mesurer la politique de l'État hébreu à l'égard des Druzes, en opposant le discours sur le « pacte du sang » entre Druzes et Juifs, et ses manifestations dans la réécriture de l'histoire druze, à la politique, jamais achevée, d'expropriation des terres agricoles druzes par l'administration israélienne.

114 Pourquoi ? Comment ? Quelles sont les dynamiques historiques qui ont conduit à la singularisation de la communauté druze par rapport à la population palestinienne, singularisation rendue manifeste par le fameux « pacte de loyauté » à l'égard de l'État ? K. Firro s'attache à montrer que, contrairement à l'idée d'une « proximité naturelle » entre Juifs et Druzes, le cheminement historique vers l'accord de 1956, en gros de la révolte arabe de 1936 aux années 1950, est autant la conséquence de contingences historiques que celle d'une manoeuvre délibérée des représentants de la communauté. On trouvera documentés des aspects relativement connus des contacts entre activistes juifs et personnalités druzes avant 1948 : notamment les relations entre Abba Hushi et le leader nationaliste syrien, Sultan al-Atrash, les négociations autour du plan sioniste de transfert des Druzes vers la Syrie, l'envoi d'un bataillon syrien et son retournement aux côtés des Juifs après deux défaites en 1948. Sans forcer le trait, l'auteur laisse penser que l'influence de Sultan al-Atrash a peut-être été déterminante et qu'une influence plus marquée d'un Majid Arslan ou d'un Kamal Joumblatt, restés sourds aux tentatives d'approche des émissaires juifs, aurait pu changer la donne.

115 Le livre de K. Firro devient véritablement passionnant quand il aborde le volet interne de la communauté. C'est par petites touches qu'il peint le tableau des équilibres complexes du leadership druze, qu'il émaille son récit de traits de caractère, d'anecdotes qu'il faut parfois chercher dans les notes infrapaginales. Plus qu'un récit historique, l'ouvrage de K. Firro se révèle être d'une grande richesse pour une approche sociologique de la mise en place d'une logique de patronage et, au-delà des raccourcis hâtifs, sur les tâtonnements des nouvelles autorités israéliennes dans leurs relations avec les populations arabes. Les rivalités sont aussi du côté des acteurs israéliens dont les luttes se traduisent

sur leurs clients, influent sur le cours des événements, et révèlent qu'il n'y a pas « une » politique, « une » stratégie de l'État juif.

116 On apprend aussi beaucoup sur la façon dont une communauté minoritaire propose plusieurs modalités pour définir sa relation à une nouvelle autorité. Ce qu'elle fera, finalement, autour de sa direction religieuse. On comprend en effet que l'homme qui va s'avérer essentiel dans la gestion des équilibres politiques internes à la communauté, jamais totalement impliqué, en position d'attentisme et de neutralité et pourtant arbitre incontournable par le contrôle établi sur les lieux de pèlerinage, est bien le shaykh Amin Tarif. Devenu leader spirituel de la communauté, il est celui qui fera pencher la balance du côté de l'État après avoir été un proche du mufti nationaliste, Hajj Amin al-Husseini.

117 Finalement, sans que K. Firro ne le souligne avec suffisamment d'évidence, il y a bien un particularisme des Druzes, qui les différencie des palestiniens musulmans et chrétiens : ils n'ont pas partagé l'expérience fondatrice de la Nakba (la catastrophe de l'exil de 1948) et, surtout, la population n'a pas dû se réorganiser en l'absence d'un leadership traditionnel de notables ayant fui la Palestine d'avant 1948. Les notables sont restés et, si une dynamique historique est bien mise en évidence par K. Firro, c'est celle du constat qu'il leur fallait s'adapter à la nouvelle donne historique : la création de l'État juif, pour rester à la tête de leur communauté.

118 La deuxième période historique détaillée correspond à la réorganisation de la scène politique druze après 1967. Les leaders traditionnels quittent le devant de la scène et l'on voit s'affronter une nouvelle génération de jeunes Druzes éduqués qui essaient précisément de se construire une légitimité dans des mouvements plus politisés idéologiquement. S'affrontent alors deux tendances : celle du Comité d'initiative druze, fondé en 1972, proche du parti communiste Rakah et de sa dissidence nationaliste palestinienne (Front démocratique pour la paix et l'égalité), et celle du Mouvement sioniste druze, fondé en 1973. C'est durant cette période que la bipolarisation de la communauté druze se traduit avec le plus de force et que les détracteurs de la ligne politique suivie par les leaders traditionnels se manifestent avec le plus de bruit, légitimés qu'ils sont par l'aura du poète druze de Daliyat al-Karmel, Samih al-Qasem, auprès des Palestiniens. Mais quand les partis arabes israéliens (Mouvement progressiste et Parti démocratique arabe) entreprennent de mettre en avant leur identité palestinienne et surtout de se rapprocher de l'OLP au début des années 1980, l'activisme gauchiste dans la communauté druze s'essouffle, de même que le vote communiste. Tandis que la population arabe délaisse le clientélisme pour les grands partis juifs, Travailliste et Likoud, au profit des partis arabes, les Druzes reconduisent majoritairement ces pratiques. Particularisme druze encore ?

119 La troisième partie est consacrée aux trajectoires de ces jeunes Druzes éduqués qui ne pouvaient prétendre à un rôle de leader traditionnel et qui ont fait carrière dans des postes offerts par l'administration israélienne, essentiellement dans le domaine de l'éducation. La plume de K. Firro se fait alors plus acerbe à l'encontre de ses collègues diplômés qui ont accepté de jouer le jeu voulu par les Juifs : construire de toutes pièces une histoire, un folklore et un particularisme druzes tels que le voulaient les autorités, afin que l'enseignement donné aux jeunes les fasse se sentir différents des Palestiniens. Ils ont joué ce jeu, au prix de résultats catastrophiques en termes de niveau éducatif, ce qui entretient le cercle vicieux voulu par les autorités : sans éducation, les débouchés pour les Druzes en termes professionnels se réduisent aux emplois offerts par la police et l'armée.

120 Un manque, béant, ne laisse pas de surprendre dans le tableau de cet observateur si attentif aux destinées de sa communauté : l'implication des soldats druzes dans l'invasion du Liban en 1982. Pas une ligne, pas une évocation de l'événement qui a pourtant profondément marqué la population druze. Ne s'agit-il pas là d'un événement de taille dans les relations entre les Druzes et l'État juif, la manifestation la plus flagrante de la loyauté dont ce dernier cherche sans cesse le renouvellement ? Peut-être que sur ce sujet l'historien – pourtant aguerri – cède le pas devant l'homme, dont le silence est éloquent.

121 ISABELLE RIVOAL

**Géraldine Châtelard Briser la mosaïque. Les tribus chrétiennes de Madaba, Jordanie ( XIXe - XXe siècle), Paris, CNRS Éditions, 2004,400 p.**

122 Si la confession d'introduction à laquelle se livre Géraldine Châtelard n'est ni faussement « naïve » ni reconstruite *a posteriori*, elle révèle combien l'auteur est allée à la rencontre de son « terrain » avec les idées communément répandues sur les chrétiens orientaux, généralement réduits à leur seule identité religieuse. C'est cette image conventionnelle d'une société qui serait un conglomérat figé de petites entités confessionnelles ou ethniques qu'elle entend casser, en recourant aux concepts et aux méthodes de l'anthropologie, de la sociologie et de l'histoire. D'où le titre quelque peu énigmatique de l'ouvrage, jeu de mots sur le fait que la petite ville de Madaba est un conservatoire réputé de mosaïques d'époque byzantine.

123 Madaba fut fondée en 1880, comme une sorte de « réduction » pour chrétiens en voie de sédentarisation et de latinisation. Dans le premier temps de l'existence du village, ce sont bien davantage les liens primaires que le système confessionnel qui structurent les relations à l'intérieur et à l'extérieur du groupe. D'autres observations à grande échelle le montrent. La Millet apparaît alors comme une organisation confessionnelle surimposée conjointement par les autorités centralisatrices ottomanes et par l'Église latine cléricalisée, ce que des observations sur d'autres terrains ont déjà montré. Mais, sous le mandat britannique puis sous le régime hachémite, la Millet devient la structure de référence pour le traitement des chrétiens par l'autorité publique. Ce cadre convient davantage à l'Église catholique hiérarchisée et cléricalisée qu'aux orthodoxes, qui se conçoivent plutôt comme partie intégrante d'une société arabe. Les années 1950-1960 sont marquées à Madaba (comme ailleurs dans le monde arabe) par une laïcisation des élites chrétiennes, l'adhésion d'une partie d'entre elles aux idéologies laïques du *bašth* ou du communisme, et leur engagement dans la cause palestinienne. Comme dans toute la société jordanienne, Septembre Noir marque une rupture dans cette histoire, une déchirure irrémédiable. À partir des années 1970, les chrétiens perdent leur prééminence politique et économique à Madaba même, dont l'espace s'islamise. Ce sentiment de dépossession aboutit au renforcement d'une conscience confessionnelle, vécue cette fois avant tout en termes d'opposition chrétiens/musulmans. Mais la segmentarisation sur une base tribale ne s'efface pas entièrement, et se voit même revitalisée par le régime qui entend « démocratiser » la vie politique en réduisant l'influence des islamistes.

124 Si l'ouvrage se présente comme une monographie d'une petite communauté chrétienne de Jordanie, son intérêt déborde largement ce cadre, qui pourrait paraître étriqué. Il dépasse aussi la stricte étude des minorités chrétiennes, car il nous livre une clé sur l'intégration progressive, et dans le temps long, d'un groupe vivant à la périphérie de l'Empire et fondé sur une organisation tribale à des structures étatiques successives : celles de l'Empire ottoman au temps de Abdulhamid II et des Jeunes-Turcs, puis de l'État jordanien émergent progressivement à partir du mandat britannique, et confronté à la question palestinienne à partir de 1948.

125 Alors que les témoignages des voyageurs occidentaux de la région se focalisent sur l'identité religieuse de ces « Arabes » chrétiens, G. Châtelard insiste à juste titre sur les autres aspects de leur organisation sociale et sur les autres ressorts de leur action, ce qui éclaire l'ensemble de l'ordre social, au-delà du microcosme qui est l'objet de l'étude, et fait porter davantage l'attention sur la dynamique du changement que sur des structures réputées immuables. Tout l'ouvrage est une réflexion sur les combinaisons variées, et constamment changeantes, entre des appartenances de type lignager (famille, clan, tribu), de type confessionnel (identité chrétienne, elle-même sub-divisée en « latine », « orthodoxe », voire, à partir des années 1970, « sectaire »), et de type idéologique (nationalisme arabe ou palestinien, loyalisme hachémite, communisme). Parmi les thèmes particulièrement pertinents qui arrêtent l'attention de l'auteur à différents moments de l'ouvrage, retenons celui de l'échange matrimonial, de l'honneur et de la place des femmes, conçu comme une sorte de test sur l'adéquation entre les discours tenus et les faits observés. Une autre partie extrêmement stimulante de l'étude est celle qui traite de la construction de la mémoire collective. Pour faire face aux défis identitaires auxquels ils sont confrontés à différents moments de leur histoire contemporaine, les chrétiens de

Madaba mobilisent travaux scientifiques et considérations locales, sources écrites et traditions orales. Il faut dire que ce bourg de Jordanie est fascinant à ce titre : les chrétiens locaux sont pris entre les signes de plus en plus envahissants de l'islamisation de leur espace urbain et les tranchées ouvertes dans le même temps par une archéologie scientifique occidentale, qui révèle et valorise le passé chrétien et biblique de la cité. La prestation touristique et les discours qui l'accompagnent deviennent un autre élément constitutif de l'identité des chrétiens de Madaba.

126 Ce rapide survol indique l'intérêt du travail de G. Châtelard, non seulement pour comprendre la société jordanienne contemporaine, mais encore pour mener une réflexion comparatiste sur la question des « minorités » en pays musulman ou sur la nature de l'État dans une entité « nationale » récente.

127 BERNARD HEYBERGER

**Amira Hass *Boire la mer à Gaza. Chroniques, 1993-1996, Préface d'Arlette Farge, Paris, La Fabrique éditions, 2001, 583 p.***

128 Ce livre est un document sur les premières années du processus de paix inauguré par les accords d'Oslo en 1993 et 1995, sur ses effets concrets et quotidiens sur la vie sociale, économique et politique dans la bande de Gaza. OEuvre d'une journaliste israélienne, il est construit autour d'entretiens avec des personnalités politiques clefs de la bande de Gaza et avec ses habitants, et s'attache à déconstruire les images communément véhiculées par la presse israélienne et internationale sur cette période. Tout son intérêt réside dans son lieu d'énonciation, celui de « la réalité du territoire », de l'articulation ténue entre espace vécu et construction des perceptions et des positions politiques. C'est un sombre envers des accords d'Oslo et de l'enthousiasme de la paix qui est ici retracé.

129 Amira Hass expose les multiples effets de la politique de bouclage des territoires autonomes commencée après la guerre du Golfe en 1991 et renforcée à partir de 1993. Le récit débute avec le retrait de l'armée israélienne de la bande de Gaza en mai 1994, et se poursuit par des va-et-vient entre la première phase de l'occupation et la période inaugurée par l'application des accords. L'auteur montre comment la politique de bouclage, les complications administratives posées aux déplacements et l'augmentation de 50 % des colonies à Gaza et en Cisjordanie entre 1992 et 1996 ont constitué les nouveaux moyens de contrôle administratif, territorial et économique d'une population et des outils de pression politique sur l'Autorité palestinienne. Pour la grande majorité des habitants, la période d'autonomie a avant tout signifié, en marge des négociations et des déclarations politiques, « l'enfermement » et « d'étouffantes contraintes » dues à la perte de l'emploi régulier qu'ils avaient en Israël. Avant 1991, les Gaziotes pouvaient circuler librement entre la bande de Gaza, Israël et la Cisjordanie : 80 000 ouvriers travaillaient alors en Israël; seuls 17 000 sont encore autorisés à le faire en juin 1996, en dehors des moments de bouclage hermétique.

130 La fin de la libre circulation des biens et des personnes entraîne l'asphyxie de l'économie palestinienne, notamment du secteur de la confection, l'impossibilité de développer le secteur privé et les flux économiques avec des partenaires dans le monde arabe ou à l'extérieur, ou même de maintenir les échanges entre les territoires. La rupture de la continuité territoriale avec Israël et avec la Cisjordanie eut également de lourdes conséquences dans le domaine de la santé publique, quand elle a coupé les Gaziotes des ressources en infrastructures et en personnels hospitaliers et médicaux israéliens ou palestiniens basés à Jérusalem et en Cisjordanie, un territoire divisé de surcroît en deux zones séparées par la municipalité de Jérusalem agrandie à partir de 1991. Tout ceci explique l'évolution politique de la bande de Gaza. La continuité entre les territoires prévue par l'accord du Caire de mai 1994 n'a jamais été réalisée du fait de l'enlisement des négociations sur l'établissement d'un corridor sécurisé entre la bande de Gaza et la Cisjordanie. Et l'auteur retrace comment a été utilisé l'argument de la continuité territoriale avec Israël en fonction des divers choix politiques. En 1967, Moshe Dayan avait choisi d'ouvrir les frontières à la main-d'oeuvre palestinienne afin d'empêcher toute revendication séparatiste sur les territoires occupés, en faisant le pari qu'une amélioration des conditions de vie à l'échelle individuelle et familiale amoindrirait les revendications

nationales et collectives. En revanche, dès 1991, et plus encore au moment de l'application des accords de paix, c'est une logique de rupture et de séparation qui prévalèrent, fortement appuyée par les gouvernements travaillistes à partir de 1992. En fait, furent conjointement valorisées tantôt la continuité, tantôt les frontières de 1967, en fonction des intérêts économiques et politiques israéliens, ainsi que l'illustre la question de l'eau de Cisjordanie utilisée par Israël, celle de la terre ou celle de l'union douanière maintenue entre Israël et les territoires autonomes. A. Hass analyse sans concession l'application du processus de paix, non pas comme la reconnaissance du peuple palestinien et de son droit à l'autodétermination mais comme un nouveau mode de domination par des moyens à la fois techniques et bureaucratiques, visant à établir dans un pays unique, dont les frontières sont celles d'un Grand Israël délimité par les colonies, une séparation de type ethnique entre deux communautés, chacune soumise à un système de lois et de droits distincts sur la terre, l'eau et l'espace.

131 La lecture des enjeux politiques palestiniens dans la bande de Gaza dérive de la question territoriale et de l'inégalité du rapport de forces entre l'Autorité palestinienne et l'État israélien. Sont contestés et le discours sécuritaire destiné à justifier les bouclages lorsque les attentats visant la population civile en Israël sont postérieurs au début de cette politique et la méfiance à l'égard de l'Autorité justifiant le non-respect du précaire équilibre interne palestinien. L'auteur décrit la corruption induite par un mode de gouvernement propre à l'Autorité mais également par la politique des bouclages qui ne permet qu'à l'élite politique et militaire de développer des échanges commerciaux ou de les contrôler. Par ailleurs, est évoqué le double langage sur la démocratie quand l'Autorité était d'abord jugée par Israël sur sa capacité à réprimer par tous les moyens l'opposition aux accords susceptible de former le terreau des actions terroristes. La dérive sécuritaire de l'Autorité intervient alors comme un moyen d'employer dans le secteur public de la police une jeunesse sans perspective, de construire sa légitimité locale sur un système de dette et d'allégeance, d'asseoir son pouvoir en contrôlant une population dans l'attente des dividendes de la paix, et de donner le change à un État d'Israël utilisant comme moyen de pression le frein au développement économique de la bande de Gaza.

132 Si le nouveau mode de contrôle de l'espace et des personnes inauguré par la période d'Oslo avait déjà fait l'objet de travaux scientifiques, l'intérêt de cet ouvrage réside dans la position singulière de son auteur : son analyse va à l'encontre des discours journalistique et politique dominants qui ont fait des négociations, de leurs avancées ou de leur recul le lieu du politique au détriment du cours de la vie ordinaire où s'incarnent les enjeux politiques et se trament les soubresauts de l'histoire. Sans compromis, A. Hass sonde les images les plus répandues en Israël sur la bande de Gaza et ses habitants, devenue pour les Israéliens une *terra incognita*, sur le processus de paix et les raisons de son enlisement, la question de la sécurité et du terrorisme. Elle met au jour des décalages entre images, discours et faits politiques sur ce territoire, et ce texte d'observatrice engagée rencontre ainsi une des problématiques actuelles de l'histoire contemporaine. On peut toutefois regretter que l'analyse conjointe des faits et des discours soit surtout menée du point de vue politique, et que la réalité sociale de la bande de Gaza soit dans l'ensemble interprétée à l'aide des seuls discours de nature politique de ses interlocuteurs.

133 STÉPHANIE LATTE ABDALLAH

**Serene Husseini Shahid *Jerusalem Memories*, Introduction par Edward W. Said, Beyrouth, Naufal, 1999 Fadwa Touqan *Le rocher et la peine. Mémoires*, vol. 1; *Le cri de la pierre. Mémoires*, vol. 2 Traduit de l'arabe par Joséphine Lama et Benoît Tadié Paris, L'Asiathèque, « Langues et mondes », 1997 et 1998, 296 p. et 192 p.**

134 Parler à la première personne du féminin singulier, c'est s'individualiser comme sujet : posture impossible dans les sociétés arabes traditionnelles, comme vous le diront les anthropologues les plus avertis. Que l'on se reporte, par exemple, à la belle enquête conduite par Lila Abu-Lughod dans les années 1980 auprès des Bédouins d'Égypte. Sous le titre suggestif *Veiled sentiments* (Sentiments voilés), l'auteur expliquait que les femmes n'étaient pas censées exposer leurs peines ni leurs désirs,

même à leurs proches. Elles pouvaient au mieux, lors de tâches accomplies en commun, fredonner les chansons familières sur des tons dont les variations révéleraient leurs états d'âme[1] [1] L ILA ABU-L UGHOD, Veiled sentiments : honour and...

[suite](#).

135 Le tabou fut levé dans les milieux urbains dès que des écoles modernes s'ouvrirent aux jeunes filles. Femmes, elles ont alors commencé à se raconter à la première personne. La pionnière à cet égard, comme elle le fut dans la mobilisation des Égyptiennes pour l'émancipation des femmes, fut Huda Sha'raoui (1879-1947), qui dicta ses souvenirs à la fin de sa vie. Ils ne devaient être publiés que quarante ans plus tard en anglais, grâce aux soins de Margot Badran, sous le titre *Harem years. The memoirs of an Egyptian feminist*[2] [2] Londres, Virago Press, 1986. ...

[suite](#). En arabe, ils ne paraissent qu'en 1991, sous le titre *Mudhakirrat raida almar'a al-'arabiyya al-haditha*, signe de la réticence qu'on éprouva longtemps contre l'expression d'émotions personnelles, mais aussi du refoulement dont fit l'objet l'action des femmes nationalistes et féministes dans l'Égypte de Nasser puis de Sadate. Un des moments forts de son action militante fut en effet celui où, rentrant d'un congrès réuni en Europe, elle se dévoila en public de même que les autres déléguées égyptiennes. C'était en 1923... On est bien loin aujourd'hui de cette forme d'action, quand le radicalisme consiste plutôt, pour les femmes, à se dissimuler sous des vêtements de plus en plus couvrants. Mais il serait faux d'en déduire que la littérature autobiographique au féminin se réduit aux milieux modernistes laïcs. Une Zayneb al-Ghazzali, fondatrice et activiste de l'association des femmes proche des Frères musulmans, est l'auteur de *Jours de ma vie*, une autobiographie politique[3] [3] Ayyâm min hayâtî, Le Caire, s. éd. , s. d. (vers 1980). ...

[suite](#). Mémoires, romans auto-biographiques sont désormais une forme d'expression féminine fréquente dans la littérature de langue arabe.

136 Les femmes palestiniennes occupent à cet égard une position particulière, car parler d'une expérience vécue en Palestine ou en exil, c'est nécessairement porter témoignage sur une épreuve collective longue, encore endurée, toujours à surmonter. La première fut paradoxalement une femme plus jeune que les suivantes : née en 1944, Leïla Khaled publie ses souvenirs dès 1973. S'étant illustrée comme pirate de l'air en 1969-1970, elle dicte ses mémoires dans la langue de bois propre à son mouvement, le F DL P. *My people shall live* (Mon peuple vivra) est dès lors un manifeste politique finalement assez éloigné du genre autobiographique[4] [4] L EILA KHALED, My people shall live. The autobiography of...

[suite](#). Il n'en va pas de même avec les mémoires de la grande poétesse palestinienne Fadwa Touqan[5] [5] Ses poèmes ont été traduits en français et publiés...

[suite](#), née en 1917 et récemment disparue (décembre 2003), ni avec celles de Serene Husseini Shahid, sa contemporaine, née en 1920.

137 La dépossession, la dislocation, la discontinuité dominent les souvenirs de la seconde. Dépossession, car la famille où elle grandit avait tout, richesse, prestige social, éducation, positions politiques dans l'Empire ottoman finissant puis sous le mandat britannique. Les hommes avaient des biens et donnaient plus qu'ils ne recevaient : c'est son grand-père qui, à Jérusalem, vend à des missionnaires américains la maison connue aujourd'hui comme l'American colony. Hier école chrétienne, où la jeune Serene reçoit sa première éducation, l'American colony, c'est à présent l'hôtel de Jérusalem-Est où les Palestiniens rencontrent journalistes, diplomates ou experts occidentaux. L'Orient house, haut lieu de la présence palestinienne dans la ville sainte, appartient aussi à sa famille. Écolière, Serene est mise en pension dans une maison qu'avait également possédée la famille Husayni. De la pension à l'école, elle traverse des quartiers familiers où chaque maison abrite oncles, cousins et relations.

138 Les hommes faisaient des projets et avaient les moyens de les réaliser : ici, l'achat d'une propriété à lacampagne, résidence d'été choisie après une halte sous un chêne à l'ombre hospitalière; là, un domaine à Jéricho, que son oncle maternel Musa al-Alami (né en 1897, il avait fait ses études supérieures à Cambridge) transforme en ferme modèle accueillant les orphelins palestiniens. La mère



avait déjà fréquenté une école religieuse italienne et parlait, outre l'arabe, le français, l'italien et l'anglais. Elle-même apprend l'anglais dès l'école maternelle, à Jérusalem, plus tard elle est en pension chez les quakers de Ramallah, avec des enseignants venus des États-Unis, de Hollande, du Liban et de Palestine. Elle poursuit enfin ses études supérieures à l'American University de Beyrouth, lieu par excellence de formation de l'élite arabe du Moyen-Orient. Du Liban à l'Irak ou à l'Arabie saoudite, les membres de sa famille sont partout reçus à bras ouverts dans le monde arabe, mais ils appartiennent à la Palestine, autant que la Palestine leur appartient.

139 Ce monde se disloque dès l'entre-deux-guerres, car ses proches sont sans cesse délogés, bannis, forcés à l'exil. Spatiale, la dislocation est aussi sociale, en ce que les liens fermement serrés, faits d'hospitalité offerte et reçue, de cohabitation entre frères ou entre cousins, de visites échangées, de devoirs accomplis quand un proche est souffrant ou mourant, sont sectionnés par la dispersion qui précède et suit la partition de la Palestine. L'auteur se souvient de lieux, avec leurs parfums, leur climat, leur environnement naturel, et plus encore de personnes dans ces lieux, hommes et femmes un jour perdus de vue en raison de la partition, puis de l'occupation militaire. Le premier exil conduit les femmes de sa famille, rejointes plus tard par leur époux, de Jérusalem à Beyrouth (1936) puis Bagdad (1939), avant un retour à Jérusalem après la Seconde Guerre mondiale. Nouvel exil avec toute la famille à Beyrouth, après la création de l'État d'Israël. Le père accepte alors un poste de conseiller auprès du roi Abd al-Aziz en Arabie saoudite, où sa femme refuse de l'accompagner. Il meurt à Riyad, elle, à Jéricho, où elle avait rejoint son frère. Celui-ci, oncle Musa, ardent nationaliste, rentré en Palestine en 1948, s'était installé à Jéricho sous contrôle jordanien jusqu'en 1967. Après la guerre des Six jours, l'armée israélienne s'empare de la région et le dépossède d'une partie de ses biens, qu'il s'acharne néanmoins à revivifier.

140 Presque absents des souvenirs, les sionistes au temps du mandat britannique : ils surgissent après son départ, s'appropriant les lieux de son enfance et effaçant la trace de leurs habitants. Silhouettes de rabbins dans la foule bigarrée de Jérusalem, jeunes condisciples juives au collège de Beyrouth, ils ne sont pas vus comme des ennemis. La résistance nationale est alors dirigée entièrement contre les Britanniques, qui tuent un cousin au cours d'une manifestation (1936), arrêtent son père à plusieurs reprises, l'internent en Iran puis le bannissent en Rhodésie, avant de l'autoriser à rentrer en Palestine en 1946.

141 Absent de ces souvenirs, et de part en part, l'islam. Serene Husseini, parente du fameux Hajj Amin al-Husayni, chef religieux et politique du nationalisme palestinien sous le mandat, ne décrit pas un seul rituel, n'évoque pas une fois les pratiques religieuses des membres de son milieu.

142 Roman de formation, comme l'est souvent l'autobiographie, les souvenirs de Serene Husseini tracent un parcours heureux, une jeunesse comblée, un accomplissement individuel, en dépit des ruptures que subissent la société et la classe dirigeante à laquelle elle appartient. Le parcours de Fadwa Touqan est ardu au contraire (c'est le titre de ses mémoires, d'abord publiés en arabe), bien qu'elle ait elle aussi grandi dans un milieu de notables : une famille propriétaire de terres et d'une savonnerie, un frère directeur de la station de radio palestinienne sous le mandat britannique; un autre professeur de médecine à l'Université américaine de Beyrouth; un troisième qui devint ministre du gouvernement jordanien. Comme S. Husseini Shahid, F. Touqan est une patriote palestinienne entourée d'ardents nationalistes (son père est plusieurs fois banni ou emprisonné par les Britanniques), mais son itinéraire est douloureux et le récit qu'elle en donne critique, transgressif. Elle aussi vit dans un milieu où les liens familiaux sont au fondement de l'expérience sociale, mais serrés au point de l'étouffer. Sa maison est sa prison, où elle grandit ignorée de sa mère, séparée de son père par un mur de silence, humiliée par une tante, incarnation de « la police secrète » familiale, et habitée d'une véritable haine de l'enfant qu'est encore Fadwa.

143 On sait dès les premières lignes de ce récit que l'auteur est femme de lettres. Il commence en effet par l'aveu du rejet dont elle est frappée, de la sentence de mort qui accueille sa naissance annoncée. Les tentatives d'avortement n'ayant pas abouti, la mère – mariée à onze ans, elle avait eu son premier

enfant à quinze ans et Fadwa serait la septième – ne prend pas acte de sa naissance. Pire, celle-ci coïncide avec un deuil, la mort d'un cousin aimé comme un frère. De sorte que, pour connaître la date exacte de sa naissance, Fadwa dut aller la lire, une fois adulte, sur la tombe de ce cousin. Mémoires d'une enfance incarcérée qu'éclaire enfin l'entrée à l'école; d'une jeunesse brisée par la sanction d'un frère, qui l'arrache à cette enclave de liberté pour laver la honte d'avoir reçu un brin de jasmin d'un jeune homme aperçu sur le chemin de l'école : « Le juge [son frère] rendit sa sentence, m'assignant à résidence jusqu'au jour de ma mort. Il me menaçait de me tuer si je franchissais le seuil de la maison, puis sortit corriger le jeune garçon. »

144 L'isolement, la privation, la suffocation ne provoquent pas la révolte. Jamais rebelle, la jeune fille ne hurle pas et ne s'enfuit pas. Hormis un bref voyage en Égypte, elle reste recluse dans sa ville, Naplouse, et dans la maison familiale, lieu de son enfermement, redoublé quand l'armée israélienne occupe la région après la guerre des Six jours. L'adolescente puis la jeune femme se construit ce qu'elle nomme un exil intime, et c'est la poésie, à laquelle l'initie son frère aîné, Ibrahim Touqan, lui-même poète réputé et militant nationaliste en vue, qui constitue son véritable acte de naissance. Très jeune, elle publie ses poèmes sous un nom de plume dans la presse palestinienne et égyptienne.

145 Naplouse, sa ville natale, est chagrine et conservatrice, le contrôle social écrasant, la religion teintée de fanatisme, les changements dans la condition des femmes, plus lents et plus tardifs qu'à Jérusalem et Haïfa. Entre les années 1920 et 1950, les femmes finissent par abandonner les vêtements noirs qui les enveloppaient de pied en cap et renoncent au voile, dont l'usage se rétablit dans les années 1970. Entre les années 1950 et 1960, le nationalisme se colore de marxisme et de socialisme, comme dans le reste du monde arabe; un frère et allié de Fadwa « s'endort avec Lénine et se réveille avec Staline ». Lors de la débâcle de 1948, des milliers de réfugiés affluent dans la ville. Fadwa les a vus, elle compatit et s'en souvient, mais elle nourrit une aversion profonde pour l'engagement politique comme pour les oeuvres philanthropiques des femmes de son milieu, qui l'auraient ancrée dans le monde extérieur. Attentive aux tonalités de ses propres émotions, elle écrit des poésies élégiaques, rarement engagées.

146 Elle a déjà quarante-cinq ans quand l'occasion se présente de séjourner en Angleterre. Si attachée qu'elle soit à sa terre, c'est seule à Londres qu'elle vit un moment d'illumination : « Il dissipait tout le passé, effaçait de mon coeur toute trace d'indignité, de dureté, de cruauté, m'enveloppait d'un sentiment de confiance et de paix intérieure. » « En Angleterre, dit-elle, je connus la joie du prisonnier à l'instant où il sort vers l'espace et la lumière. » Elle aime chez les Anglais « leurs conversations à mi-voix », « le silence des lieux publics, des autobus et des files d'attente », la liberté de ton et de mouvement. Elle vit à Oxford une période d'amour et de bonheur, avant d'être brutalement rappelée en Palestine par la mort accidentelle d'un de ses frères.

147 Lors de la guerre des Six jours, Fadwa croit comme chacun autour d'elle les nouvelles annoncées par la radio arabe, la destruction complète de l'aviation israélienne, la victoire des armées arabes. La défaite et l'occupation de sa ville par l'armée d'Israël n'en sont que plus douloureuses. Mais elle n'en démordra pas, et gardera pour Nasser qui la reçoit au Caire un amour intact. Elle fait désormais l'expérience chaque jour cuisante de l'occupation militaire israélienne et, simultanément, poétesse désormais reconnue en Palestine comme dans le reste du monde, elle entre à part entière dans la vie littéraire du monde arabe, inséparable de son engagement nationaliste. Sa poésie est alors plus engagée, les souvenirs de cette période sont plus politiques et, osons le dire, moins émouvants.

148 De la révolte des années 1930 à la partition et aux guerres successives, l'histoire de la Palestine marque la vie de ces deux femmes de part en part. L'une et l'autre témoignent pour leur société en crise. Leur destin individuel n'en a pas moins été différent, comme les souvenirs qu'elles en livrent. L'une exalte la famille quand l'autre la désacralise. Leur patriotisme est entier, mais plus politique chez l'une, plus individualiste chez l'autre. L'une s'absente de son pays et va parcourir le monde quand l'autre s'accroche au site même de son enchaînement : le lieu où elle se réalise par la sonorité de sa propre voix.

## Notes

- [ 1 ] *La question de Palestine*, t. 1, 1799-1921. *L'invention de la Terre sainte*, Paris, Fayard, 1999.↑
- [ 1 ] Pour une présentation des thèses des nouveaux historiens israéliens, lire ILAN GREILSAMMER, *La nouvelle histoire d'Israël : essai sur une identité nationale*, Paris, Gallimard, 1998.↑
- [ 2 ] BENNY MORRIS, *The birth of the Palestinian refugee problem, 1947-1949*, Cambridge, Cambridge University Press, 1988 (cf. *infra*, pp. 151-154).↑
- [ 3 ] ZEEV STERNHELL, *Aux origines d'Israël : entre nationalisme et socialisme*, Paris, Fayard, 1996.↑
- [ 1 ] PHILIP S. KHOURY, *Syria and the French mandate : The politics of Arab nationalism, 1920-1946*, Princeton, Princeton University Press, 1987.↑
- [ 1 ] BARUCH KIMMERLING, *Politicide. Les guerres d'Ariel Sharon contre les Palestiniens*, Paris, Agnès Vienot Éditions, 2003.↑
- [ 1 ] « Travaux récents sur l'histoire du conflit israélo-arabe », *Maghreb/Machrek*, 132, 1991, pp. 50-62.↑
- [ 2 ] Sur ce sujet, voir HENRY L AURENS, « Palestine, 1948, les limites de l'interprétation historique », *Esprit*, 2000, pp. 119-146, repris dans E UGENE ROGAN et AVI SHLAÏM, *La guerre de Palestine, 1948. Derrière le mythe*, Paris, Autrement, 2002, pp. 213-243.↑
- [ 3 ] En français, *Victimes. Histoire revisitée du conflit arabo-sioniste*, Bruxelles, Éditions Complexe, [1999] 2003.↑
- [ 4 ] ILAN PAPPÉ, *Les démons de la Nakba. Les libertés fondamentales dans l'université israélienne*, Paris, La Fabrique, 2004.↑
- [ 5 ] URI MILSTEIN, *History of Israel's war of Independence*, Lanham, University Press of America, 1996-1999, quatre volumes parus concernant les premiers mois du conflit.↑
- [ 1 ] USAID : United States Agency for International Development; UNRWA : United Nations Relief and Work Agency; UNSCO : United Nations Special Coordinator in the Occupied Territories.↑
- [ 2 ] PECDAR : Palestinian Economic Council for Development and Reconstruction; MOPIC : Ministry of Planning and International Cooperation.↑
- [ 1 ] JOAN PETER, *From time immemorial : Origins of the Arab-Jewish Conflict*, Londres, Michael Joseph, 1985.↑
- [ 1 ] *Jerusalem, the torn city*, Jérusalem, Isratypeset, 1976 (Trad. fr. *Jérusalem, une histoire politique*, Arles, Actes Sud, 1996).↑
- [ 1 ] Auteur de *Herbert Samuel, a political life*, Oxford, Clarendon Press, 1992, et de *The British in Palestine : the mandatory government and the Arab-Jewish conflict, 1917-1929*, Oxford, Basil Blackwell, 1991.↑

[ 1] MAURICE HALBWACHS, *La topographie légendaire des Évangiles en Terre sainte : étude de mémoire collective*, Paris, PUF, [1941] 1991.↑

[ 1] Paris, Éditions Balland, « Voix et regards », 2003 (cf. compte rendu, pp. 166-168).↑

[ 1] Ce volume est en quelque sorte une prolongation d'un premier travail sur la communauté druze, *The history of the Druzes*, Leyde, E. J. Brill, 1992.↑

[ 1] L ILA ABU-L UGHOD, *Veiled sentiments : honour and poetry in a Bedouin society*, Berkeley, California University Press, 1986.↑

[ 2] Londres, Virago Press, 1986.↑

[ 3] *Ayyâm min hayâtî*, Le Caire, s. éd., s. d. (vers 1980).↑

[ 4] L EILA KHALED, *My people shall live. The autobiography of a revolutionary*, éd. par George Hajjar, Londres-Sydney-Toronto, Hodder & Stoughton, 1973. La traduction française indique bien que la rédaction du texte est due à un homme (*Mon peuple vivra. L'autobiographie d'une révolutionnaire rédigée par Georges Hajjar*, Paris, Gallimard, 1973).↑

[ 5] Ses poèmes ont été traduits en français et publiés notamment par les Éditions des femmes.↑

## PLAN DE L'ARTICLE

- [Henry Laurens \*La question de Palestine\*, t. 2, 1922-1947. Une mission sacrée de civilisation, Paris, Fayard, 2002,703 p.](#)
- [Ilan Pappé \*A history of modern Palestine. One land two peoples\*, Cambridge, Cambridge University Press, 2004,333 p.](#)
- [Nadine Méouchy et Peter Sluglett \(éds\) \*The British and French mandates in comparative perspectives – Les mandats français et anglais dans une perspective comparative \(Actes du colloque d'Aix-en-Provence, janvier-février 2002\)\*, Leyde-Boston, E. J. Brill, 2004,750 p.](#)
- [Alain Dieckhoff et Rémy Leveau \(dir.\) \*Israéliens et Palestiniens : la guerre en partage\*, Paris, Balland, « Voix et regards », 2003, 314 p.](#)
- [Benny Morris \*The birth of the Palestinian refugee problem revisited\*, Cambridge, Cambridge University Press, 2004,642 p.](#)
- [Franck Debié et Sylvie Fouet \*La paix en miettes. Israël et Palestine \(1993-2000\)\*, Paris, PUF, 2001,448 p.](#)
- [Jean-François Legrain \*Les Palestines du quotidien. Les élections de l'autonomie, janvier 1996\*, Beyrouth-Amman, Centre d'études et de recherches sur le Moyen-Orient contemporain \(CERMOC\), 1999,450 p.](#)
- [Rex Brynen \*A very political economy. Peacebuilding and foreign aid in the West Bank and Gaza\*, Washington, United States Institute of Peace Press, 2001,287 p.](#)
- [Rashid Khalidi \*Palestinian identity : the construction of modern national consciousness\*, New York, Columbia University Press, 1997,325 p.](#)
- [Meron Benvenisti \*Sacred landscape, the buried history of the Holy Land since 1948\*, Berkeley, University of California Press, 2000,366 p.](#)
- [Bernard Wasserstein \*Divided Jerusalem : the struggle for the Holy city\*, New Haven-Londres, Yale University Press, 2001,412 p.](#)
- [Farouk Mardam-Bey et Elias Sanbar \(textes réunis et présentés par\) \*Jérusalem : le sacré et le politique\*, Arles, Sinbad, Actes Sud, 2000,351 p.](#)
- [Laurence Louër \*Les citoyens arabes d'Israël\*, Paris, Éditions Balland, « Voix et regards », 2003,266 p.](#)
- [As'ad Ghanem \*The Palestinian-Arab minority in Israel, 1948-2000. A political study\*, Albany, State University of New York Press, 2001,238 p.](#)

- [Kais M. Firro \*The Druzes in the Jewish State. A brief history\*, Leyde, E. J. Brill, 1999,266 p.](#)
- [Géraldine Châtelard \*Briser la mosaïque. Les tribus chrétiennes de Madaba, Jordanie \(XIXe - XXe siècle\)\*, Paris, CNRS Éditions, 2004,400 p.](#)
- [Amira Hass \*Boire la mer à Gaza. Chroniques, 1993-1996\*, Préface d'Arlette Farge, Paris, La Fabrique éditions, 2001,583 p.](#)
- [Serene Husseini Shahid \*Jerusalem Memories\*, Introduction par Edward W. Said, Beyrouth, Naufal, 1999 \*\*Fadwa Touqan\*\*\*Le rocher et la peine. Mémoires\*, vol. 1; \*Le cri de la pierre. Mémoires\*, vol. 2 Traduit de l'arabe par Joséphine Lama et Benoît Tadié Paris, L'Asiathèque, « Langues et mondes », 1997 et 1998,296 p. et 192 p.](#)

## POUR CITER CET ARTICLE

« Comptes rendus. Israël/Palestine », *Annales. Histoire, Sciences Sociales* 1/2005 (60e année), p. 129-161.

URL : [www.cairn.info/revue-Annales-2005-1-page-129.htm](http://www.cairn.info/revue-Annales-2005-1-page-129.htm).